

Les Études du CERI
N° 115 - juin 2005

**Le système Thaksin :
coup de frein au processus de démocratisation
ou « voie thaïlandaise » vers la démocratie ?**

Nicolas Revise

Nicolas Revise

Le système Thaksin : coup de frein au processus de démocratisation ou « voie thaïlandaise » vers la démocratie ?

Résumé

Thaksin Shinawatra, le Premier ministre thaïlandais, est l'homme de tous les superlatifs : magnat des télécommunications, milliardaire, il est le seul chef de gouvernement thaïlandais élu ayant réussi à boucler une législature avant d'être reconduit triomphalement pour un deuxième mandat. Son parti, le *Thai Rak Thai* (« Les Thaïlandais aiment les Thaïlandais »), gouverne avec une majorité parlementaire écrasante.

Parvenu au pouvoir dans le sillage de la crise asiatique de 1997 et de la Constitution démocratique thaïlandaise promulguée la même année, Thaksin constitue une synthèse de l'histoire récente du pays : il est l'héritier des régimes militaires autoritaires des années 1960-1970 et le produit d'une libéralisation politique et économique ayant porté au pouvoir des hommes d'affaires mus en politiciens professionnels. Mais que le « système Thaksin » – mélange d'autoritarisme et de libéralisme – marque un coup d'arrêt à vingt-cinq ans de démocratisation politique ou qu'il incarne une « voie thaïlandaise » vers la démocratie, le Premier ministre ne peut gouverner à sa guise : il a face à lui une société civile dynamique, complexe et structurée qui a déjà fait par trois fois au moins la démonstration éclatante de sa capacité de mobilisation politique.

Nicolas Revise

The Thaksin System: A Halt to Democratization or Democracy the “Thai Way”?

Abstract

Thaksin Shinawatra, Thailand's Prime Minister, is a man of superlatives: the billionaire telecommunications tycoon is the only elected Thai head of government to have managed to get through an entire legislative term before being triumphantly reelected to a second mandate. His party, *Thai Rak Thai* (“Thais Love Thais”), rules with an overwhelming majority.

Having rose to power in the wake of the 1997 Asian crisis and the promulgation of Thailand's democratic Constitution the same year, Thaksin exemplifies the country's recent history: he is heir to the authoritarian military regimes of the 1960-1970 and the product of a political and economic liberalization that brought businessmen transformed into professional politicians to power. But whether the “Thaksin system” – a blend of authoritarianism and liberalism – has put the brakes on twenty-five years of political democratization or if he embodies a “Thai way” to democracy, the Prime Minister cannot rule to please himself: he is faced with a dynamic, complex and organized civil society that has already proven in at least three different instances its striking talent for political mobilization.

Le système Thaksin : coup de frein au processus de démocratisation ou « voie thaïlandaise » vers la démocratie ?

Nicolas Revise

Le 6 février 2005, le Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra a été reconduit triomphalement pour un nouveau mandat de quatre ans, une première dans l'histoire politique de la Thaïlande : jamais un chef de gouvernement élu n'était parvenu au terme d'une législature. Son élection en janvier 2001 avait déjà été une exception : manquant de très peu la majorité absolue avec sa formation politique le *Thai Rak Thai* (TRT, « Les Thaïlandais aiment les Thaïlandais »), il était ensuite parvenu à absorber des « petits » partis pour constituer une coalition disciplinée, écrasant l'ex-parti majoritaire, le Parti démocrate. Si la victoire du 6 janvier 2001 avait été un raz-de-marée, celle du 6 février 2005 a offert la possibilité au parti de M. Thaksin de gouverner en s'appuyant sur une majorité écrasante de 377 sièges sur les 500 de la Chambre des représentants.

Pour Prapat Thepchatree, chercheur à l'université Thammasat de Bangkok, « cela va rendre [M. Thaksin] sûr de lui. Il dira que c'est un mandat fort pour faire tout ce qu'il veut faire, avec une plus grande concentration des pouvoirs »¹. De fait, au lendemain du scrutin, des éditorialistes de la presse thaïlandaise, en particulier dans les colonnes du quotidien anglophone *The Nation*, ont exprimé des craintes de voir le Premier ministre concentrer davantage encore les pouvoirs qu'au cours de son premier mandat : en effet,

¹ « La victoire éclatante du TRT cimenter l'emprise de Thaksin sur le pouvoir », *Agence France-Presse*, 6 février 2005.

il est à l'abri de tout risque de motion de censure présentée par le Parti démocrate d'opposition, qui ne dispose plus que de 94 sièges². Depuis son entrée en fonction, en février 2001, M. Thaksin est régulièrement critiqué pour ses penchants autoritaires, son incapacité à tolérer les critiques, qu'elles émanent de l'opposition, des intellectuels ou des journalistes. Au lendemain de sa nouvelle victoire historique de février 2005, les éditorialistes de la presse thaïlandaise ont insisté sur la nécessité de mettre en place des garde-fous institutionnels. Selon eux, le royaume se trouve à la croisée des chemins : soit l'omnipotent chef de gouvernement – milliardaire des télécommunications reconverti en politicien professionnel – fait croître la jeune démocratie thaïlandaise, soit, fort d'un mandat populaire sans précédent, il se transforme en autocrate. « Il n'y a rien d'antidémocratique dans un gouvernement à parti unique », estimait le lendemain du vote le quotidien anglophone conservateur *Bangkok Post*, tout en ajoutant : « Mais il n'y a rien de mal non plus à ce qu'il y ait des contre-pouvoirs pour s'assurer que ceux qui sont au sommet n'abusent pas ». L'autre journal en langue anglaise, *The Nation*, jugeait de son côté que la « démocratie marchera si M. Thaksin est suffisamment généreux et tolère les voix dissonantes ». « Y a-t-il dans le monde un pays où un gouvernement à un seul parti est appelé dictature ? » s'interrogeait Thaksin, le soir de sa victoire³. Un an plus tôt, il avait pourtant lâché :

« La démocratie est une bonne et belle chose mais, en ce qui concerne l'administration du pays, ce n'est pas l'objectif ultime. La démocratie est juste un outil, pas une fin. L'objectif est de fournir aux gens un bon mode de vie, le bonheur et le progrès national »⁴.

De fait, en quatre ans, Thaksin a montré que le respect des libertés publiques, des droits de l'homme et même des critiques de l'opposition ne faisaient pas toujours partie de ses priorités. Il a largement resserré son emprise sur les médias, *via* notamment son empire des télécommunications *Shin Corp.*, son propre gouvernement ou l'armée. Il a été brocardé par les militants des droits de l'homme dans son pays et à l'étranger pour sa campagne anti-drogue, qui a fait plus de 2 600 morts au premier trimestre 2003. Selon la police, nombre de trafiquants, convoyeurs, informateurs du milieu de la drogue se sont à cette occasion entretués, mais elle a passé sous silence des dizaines d'exécutions extrajudiciaires. Thaksin a également été sévèrement critiqué à l'étranger pour sa gestion calamiteuse et meurtrière de la question des musulmans dans le sud du pays. La Commission nationale thaïlandaise des droits de l'homme a ainsi jugé dans son rapport d'août 2004 que le royaume « régressait de manière inquiétante vers une culture de l'autoritarisme, plutôt que de progresser vers une culture des droits de l'homme »⁵.

² La Constitution de 1997 impose qu'une telle motion soit présentée par au moins cent députés.

³ « Après son triomphe, un mandat sous surveillance pour Thaksin », *Agence France-Presse*, 7 février 2005.

⁴ *The Nation*, 11 décembre 2003, repris dans Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thaksin : the Business of Politics in Thailand*, Chiang Mai, Silkorm Books, 2004, p. 171 (traduction de l'auteur).

⁵ « Thai Premier bristles at charges of authoritarianism », *Agence France-Presse*, 5 août 2004.

Aujourd'hui, après quatre années de pouvoir de M. Thaksin, on peut légitimement s'interroger sur le risque d'un véritable coup de frein au processus démocratique qui s'est amorcé en Thaïlande depuis une génération. Pour certains auteurs⁶, le Premier ministre serait même carrément revenu sur un quart de siècle de démocratisation politique. Les quatre années passées, et celles à venir, du « système » Thaksin représentent-elles un coup d'arrêt au processus de démocratisation, ou le Premier ministre incarne-t-il, dans la lignée de dirigeants autoritaires du royaume, une sorte de « voie thaïlandaise » vers la démocratie⁷ ?

On s'efforcera ici de montrer que le Premier ministre Thaksin Shinawatra incarne en quelque sorte une synthèse de l'histoire récente de la Thaïlande : il est à la fois l'héritier de régimes militaires des années 1960 et 1970 et le produit d'une libéralisation politique et économique qui a porté au pouvoir une classe d'hommes d'affaires transformés par les urnes en professionnels de la politique. On expliquera également en quoi, dans cette « voie thaïlandaise » vers la démocratie, que certains auteurs jugent « non consolidée »⁸, Thaksin n'a pas tout à fait les mains libres. Il a face à lui une société civile dynamique, complexe et structurée qui, au moins à trois reprises dans l'histoire du pays, a fait la démonstration éclatante de sa capacité de mobilisation politique.

THAKSIN : LE PRODUIT D'UNE HISTOIRE, ENTRE AUTORITARISME ET LIBERALISME

Comment décoder le triomphe électoral du richissime magnat des télécommunications, Thaksin Shinawatra, et de son parti, le *Thai Rak Thai*, lors des élections du 6 janvier 2001⁹ ? A première vue, la démocratie thaïlandaise a paru renforcée par cette victoire

⁶ Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thaksin : the Business of Politics in Thailand*, op. cit., p. 240.

⁷ On définira ici la démocratie comme « le système politique qui, dans un Etat souverain, remet le contrôle du pouvoir exécutif à des représentants du peuple désignés lors d'élections régulières et qui garantit constitutionnellement la liberté d'expression et d'association ». Le régime démocratique est aussi celui où « le personnel politique exerce la plénitude du pouvoir et forme une classe de professionnels se renouvelant au gré des alternances ». Définition fournie par Christophe Jaffrelot.

⁸ William Case, « An unconsolidated democracy », in William Case, *Politics in Southeast Asia : Democracy or Less ?*, Londres, Curzon, 2002.

⁹ La victoire de Thaksin a été entourée d'incroyables péripéties politico-juridictionnelles qui ont failli lui coûter son poste de Premier ministre. Thaksin était en effet poursuivi, dès avant le scrutin, par la Cour constitutionnelle sur plainte de la commission anti-corruption pour avoir masqué une partie de son patrimoine au fisc lorsqu'il avait été brièvement ministre en 1997. Le Premier ministre, fort de sa victoire électorale écrasante, a finalement été blanchi par les juges constitutionnels à une voix de majorité. La presse locale et étrangère a largement rendu compte de ces événements et l'on pourra se reporter également à William Case, op. cit., pp. 187-197, ainsi qu'à Duncan Mc Cargo, « Thai democracy under stress », *Journal of Democracy*,

d'un homme d'affaires, l'homme le plus riche de Thaïlande, devenu politicien professionnel. Pourtant, très vite, l'autoritarisme qui affleure sous son style volontariste le pousse à tenter de contrôler toutes les institutions du royaume. Ainsi, il videra de sa substance les garde-fous institutionnels (commissions électorale et anti-corruption, Cour constitutionnelle...) censés prévenir les maux traditionnels des élections thaïlandaises : le patronage, le clientélisme et les achats de votes. Il va surtout, après une ascension fulgurante favorisée par la crise financière de 1997, tenter de remodeler tout le système thaïlandais, de l'économie à la société civile, en passant par les institutions politiques et administratives.

L'irrésistible ascension et la victoire de Thaksin

• La genèse

Enfance et éducation

Contrairement à une légende qu'il entretient savamment, Thaksin est loin d'être issu d'un milieu défavorisé¹⁰. Au contraire, lorsqu'il naît le 26 juillet 1949 à Chiang Mai (Nord), sa famille, les Shinawatra, est déjà l'une des plus riches et influentes de la deuxième ville du royaume. D'origine chinoise – depuis l'arrivée au Siam, vers 1860, d'un ancêtre hakka (le grand-père de Thaksin) –, la famille Shinawatra s'est enrichie durant la première moitié du *xx*^e siècle dans le commerce de la soie. Les liens entre les affaires et la politique sont déjà étroits : le père de Thaksin est élu député de Chiang Mai en 1969, puis de nouveau en 1975 à la faveur du rétablissement de la Chambre des représentants lors de l'intermède démocratique de 1973-1976. A la même époque, l'un des oncles de Thaksin est également élu député, avant d'occuper la fonction de vice-ministre entre 1986 et 1988.

Dans les années 1970, à 25 ans, Thaksin n'est pas encore l'ambitieux à qui tout réussit. Il entre à l'École nationale de police – contrairement à l'avis de son père, qui penchait plutôt pour l'armée, jugée plus prestigieuse – et en sort en 1973, une bourse en poche pour les Etats-Unis et l'étude du droit pénal. A son retour en 1975, il travaille comme garde et secrétaire d'un ministre, un proche de son père. Il écrit des discours, négocie avec des activistes étudiants, porte des valises de billets pour amadouer des députés et des lobbies influents lors de votes d'importance au Parlement :

« Je réalisai pour la première fois que la politique était une question d'intérêt au sens large. L'argent devenait

13 (4), octobre 2002.

¹⁰ Voir en particulier Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thaksin : the Business of Politics in Thailand*, *op. cit.*, p. 25. Les auteurs y démontent la thèse d'une enfance difficile dans un milieu rural où le jeune Thaksin aurait été privé de tout.

un facteur majeur et allait peu à peu jouer un rôle de plus en plus important »¹¹.

Après une expérience malheureuse dans un commissariat de police, il repart pour les Etats-Unis avec son épouse Pojaman Damaphong afin de boucler une thèse de criminologie à l'université Sam Houston à Huntsville, au Texas. Le couple rentre définitivement en Thaïlande en 1978. Thaksin devient docteur en droit pénal l'année suivante et réintègre son corps d'origine. Cela ne l'empêche pas de se lancer dans diverses affaires (vente de soieries, distribution de films), qui ne décollent jamais et le criblent de dettes. Le déclic et le début de sa grande aventure interviendront en 1981 avec le système des concessions gouvernementales.

Le début des affaires en pleine « demi-démocratie » thaïlandaise

Au début des années 1980, âgé d'un peu plus de 30 ans, colonel de police, Thaksin flaire le « bon coup » avec l'informatisation des services publics thaïlandais, à commencer par ceux de sa propre administration, à la tête du département informatique de laquelle il se hisse, pendant que sa femme fonde une petite société d'importation d'ordinateurs de l'américain IBM. Les contrats avec des entreprises publiques, universités, police, chemins de fer et d'autres administrations se multiplient et ses affaires enflent à mesure que le pays se développe. Thaksin démissionne de la police en 1987. L'homme a d'autres idées pour se bâtir un empire à la hauteur de ses ambitions.

Il se lance d'abord dans le secteur de la téléphonie mobile, qui a pris très tôt son essor en Thaïlande, bien souvent avant les pays européens. Thaksin s'arrange pour gagner la concession d'un des trois circuits de téléphones portables et une autre pour l'installation et la gestion de lignes fixes à Bangkok et dans sa banlieue. Aux cellulaires, il ajoute les satellites : en janvier 1993, une fusée Ariane met en orbite *Thai-Com 1*, son premier satellite, fabriqué aux Etats-Unis pour une valeur de 182 millions d'euros. Thaksin devient le « Berlusconi thaïlandais »¹², le premier magnat du pays des télécommunications. Sa fortune est estimée, selon plusieurs sources, à près de 3 milliards d'euros. Le groupe *Shin Corp.*, dont la famille Shinawatra contrôle désormais 39,3 % du capital, compte près de 6 000 employés. Même si la crise de 1997-1998 bouscule ses intérêts, Thaksin Shinawatra est toujours considéré aujourd'hui comme un milliardaire en dollars.

Si les années du jeune Thaksin à l'école de police et à l'académie militaire ont été celles de la dictature, les années 1980, lorsqu'il n'est encore qu'un jeune entrepreneur, sont celles de l'entrée en politique d'hommes d'affaires prêts à mener une fronde contre le pouvoir politique des militaires. De fait, une véritable libéralisation politique se dessine au tournant des décennies 1970-1980. La Constitution de 1978 – celle qui, à ce jour, est

¹¹ *Ibid.*, p. 38.

¹² Il est toujours difficile de déterminer à quel organe de presse revient la paternité d'une formule, d'un qualificatif, d'un sobriquet. Le surnom de « Berlusconi thaïlandais » pour désigner Thaksin revient certainement à la presse anglophone thaïlandaise, puis fut repris, par l'auteur, dans des articles pour le journal français *Les Echos* en 2000.

restée en vigueur le plus longtemps¹³ – est un savant compromis entre la préservation des intérêts de l'élite bureaucratique civile et militaire et les nouvelles revendications des milieux d'affaires. Tout en limitant un certain nombre de libertés publiques, le gouvernement du général Prem Tinsulanond (1980-1988) organisera plusieurs élections. Les années 1980, celles de la « demi-démocratie » thaïlandaise, seront le théâtre de trois scrutins législatifs (en 1983, en 1986 et en 1988), de l'échec de deux tentatives de coups d'Etat (en 1981 et en 1985), du renforcement des partis politiques et, finalement, de la lente érosion du pouvoir des militaires au profit des milieux d'affaires et de professionnels de la politique ; comme si ce pouvoir passait progressivement et irrémédiablement d'une élite à l'autre. Les hommes d'affaires de Bangkok élus comme députés accompagnent franchement la démocratisation du pays, qui coïncide avec leurs propres intérêts. Déjà, au moment des contestations étudiantes d'octobre 1973, les milieux d'affaires avaient soutenu les diverses réformes constitutionnelles relatives aux libertés publiques engagées par les gouvernements de l'intermède démocratique entre octobre 1973 et octobre 1976. Lors des élections législatives de 1969, les hommes d'affaires, qui représentent alors 46 % des députés, avaient vertement critiqué la législation autoritaire du régime militaire sur la censure de la presse et du cinéma ou les libertés d'expression. Ils avaient réclamé des enquêtes parlementaires sans précédent sur des contrats douteux au sein du département de l'Irrigation ou de celui en charge des routes¹⁴ :

« Au cours de ma longue carrière politique, jamais des députés n'ont créé autant de problèmes au gouvernement qu'ils ne l'ont fait récemment. Certains m'ont même attaqué sur ma vie privée »¹⁵.

Origine sociale des membres de l'Assemblée nationale de 1933 à 1992¹⁶

Date des élections	Nombre de députés	Hommes d'affaires	Fonctionnaires	Avocats	Presse	Enseignants	Médecins	Pay-sans	Autres
15/11/33	78	15 soit 19%	27 soit 35%	21	3	0	2	8	2
29/01/48	99	22 soit 22%	34 soit 34%	28	3	0	0	6	6

¹³ Elle ne sera abrogée qu'en février 1991 après le coup d'Etat.

¹⁴ Pasuk Phonpaichit et Chris Baker, *Thailand : Economy and Politics*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1995, p. 300.

¹⁵ Le dictateur Thanom Kittikachorn en 1969, cité par David Morell, « Thailand : military checkmate », *Asian Survey*, 12 (2), 1972, p. 157.

¹⁶ Tableau, complété par l'auteur, tiré de Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thailand : Economy and Politics*, op. cit., p. 338. Lors des élections de 1983 et de 1992, beaucoup de députés s'étaient déclarés « politiciens », classés ici dans la catégorie « autres », mais désignant en fait des hommes d'affaires.

Date des élections	Nombre de députés	Hommes d'affaires	Fonctionnaires	Avocats	Presse	Enseignants	Médecins	Pay-sans	Autres
15/11/33	78	15 soit 19%	27 soit 35%	21	3	0	2	8	2
25/02/57	160	42 soit 26%	46 soit 29%	44	2	5	0	11	10
10/02/69	219	100 soit 46%	45 soit 20%	35	10	3	4	12	17
26/01/75	269	93 soit 34%	33 soit 12%	47	6	20	6	23	37
22/04/79	301	112 soit 37%	55 soit 18%	41	2	22	5	26	38
18/04/83	324	124 soit 38%	33 soit 10%	33	?	?	6	14	114
24/07/88	357	243 soit 68%	25 soit 7%	48	5	9	7	8	12
22/03/92	360	165 soit 46%	40 soit 11%	37	0	0	0	12	80

Le nombre des députés issus des milieux d'affaires a évolué de manière inversement proportionnelle à celui des bureaucrates civils ou militaires. Le contingent d'hommes d'affaires n'a cessé de croître entre les années 1930 et l'orée des années 1990 (en valeur absolue comme en proportion), passant de 19 % des parlementaires en 1933 à 68 % en 1988. A l'inverse, le nombre de fonctionnaires a constamment chuté, passant de 35 % dans les années 1930 et 1940 à moins de 10 % au début des années 1990. Dans le même temps, le nombre de députés avocats, journalistes, médecins, enseignants et agriculteurs est resté relativement stable, bien que leur proportion ait fortement décliné. Si l'on s'attarde également sur le pourcentage d'hommes d'affaires dans les gouvernements qui se sont succédé depuis les années 1960, on relève leur quasi-absence du dernier gouvernement de Sarit Thanarat en 1963, alors qu'ils représentaient 59 % (soit 16 ministres sur 27) de celui de Kukrit Parnoj en 1975. Le dernier gouvernement du général Prem (1986-1988) comptait 31 ministres hommes d'affaires, soit 69 % du cabinet. Cette proportion culmine à 73 % avec le gouvernement de Chatichai Chounhavan en 1988. Grâce au renforcement du système parlementaire et à l'implantation des partis politiques, ces députés élargissent leurs prérogatives et grignotent celles des militaires. Ils contestent les amendements constitutionnels, les orientations de la politique étrangère de l'armée, l'allocation du budget de la Défense, les achats d'armements et les rétributions occultes qui les accompagnent.

Le virus de la politique

A l'entrée des années 1990, les affaires ne suffisent plus à assouvir l'ambition de Thaksin. Celui-ci a attrapé le virus de la politique. En 1994, il veut sauver le parti *Phalang Dharma* de Chamlong Srimuang, général à la retraite, ancien gouverneur de Bangkok et héros des manifestations démocratiques de mai 1992¹⁷. Il s'empare des structures de ce

¹⁷ Le parti *Phalang Dharma* (Parti de la force morale), créé dans les années 1980, était dirigé par

parti en déliquescence et vit une première expérience gouvernementale d'octobre 1994 à février 1995 comme ministre des Affaires étrangères de Chuan Leekpai. Vice-Premier ministre du gouvernement suivant, il promet de faire disparaître en six mois les légendaires embouteillages automobiles de Bangkok. L'engagement restera lettre morte. Son expérience gouvernementale suivante avorte rapidement, le cabinet du Premier ministre, le général Chaovalit Yongchaiyudh, étant emporté en quelques mois après l'effondrement de la monnaie thaïlandaise le 2 juillet 1997. Rien pourtant ne peut décourager Thaksin, homme d'affaires talentueux pour ses admirateurs, affairiste chanceux pour ses détracteurs. Le milliardaire va transformer l'essai en quatre années, entre 1997 et 2001, à la faveur d'une crise économique sans précédent et grâce à la nouvelle Constitution d'octobre 1997, la plus démocratique de l'histoire du royaume.

• **Le terreau de la victoire de Thaksin : la crise asiatique et la Constitution de 1997**

La crise financière de l'été 1997 comme catalyseur de la démocratisation

Le cataclysme financier de l'été 1997, déclenché par la dévaluation du baht, la devise thaïlandaise, le 2 juillet, va à la fois accélérer la démocratisation du pays et préparer le terreau favorable à la victoire de Thaksin quatre ans plus tard. On ne détaillera pas ici les causes ni la chronologie de la crise monétaire et financière qui frappe alors le royaume. Après plus de trois décennies de croissance et de développement, la Thaïlande voit en quelques mois sa monnaie, artificiellement arrimée au dollar, s'effondrer, ses investissements étrangers se tarir, ses capitaux fuir, son système bancaire et financier au bord de la faillite et ses entreprises étranglées par l'endettement. Le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) sera inférieur à -10 % en 1998.

Dès septembre 1997, la peur d'un effondrement des institutions du pays pousse le Premier ministre de l'époque et ancien commandant en chef de l'armée de terre, le général Chaovalit Yongchaiyudh, à demander à l'état-major l'instauration de l'état d'urgence, une requête refusée par le commandant suprême de l'époque, le général Chettha Thanajaro. Cette fin de non-recevoir, probablement encouragée par le roi, repose surtout sur le sentiment, tout à fait nouveau chez les généraux, qu'il n'est plus de leur ressort d'assumer ouvertement le pouvoir :

« Non, non, non [...], depuis 1992, la politique, ce n'est plus pour nous, c'est trop compliqué, ce n'est plus possible ; on laisse ça aux politiciens... »¹⁸.

Chamlong Srimuang, ancien militaire élu maire de Bangkok en 1985 puis en 1990 grâce à son programme anti-corruption. Chamlong sera l'un des meneurs des manifestations démocratiques de mai 1992. Il se transformera alors en une sorte d'ascète bouddhiste, expérimentant des grèves de la faim, soutenu par une faction de son parti, la secte *Santi Asoke*. L'arrivée de Thaksin, homme d'affaires flamboyant et politicien ambitieux, dans le parti aggravera ses divisions et Chamlong lui cédera en 1994 les commandes de l'organisation.

¹⁸ Réponse faite à l'auteur par un officier supérieur de la Marine à une question sur la possibilité d'un nouveau coup d'Etat, 11 février 2002.

En concédant ouvertement qu'il ne leur revient plus d'assumer directement le pouvoir, les militaires reconnaissent que la vie politique thaïlandaise s'est professionnalisée, à l'instar de ce qu'il est advenu à partir des années 1930 dans les démocraties occidentales¹⁹. L'importance croissante des élections, des partis politiques et l'émergence de véritables professionnels de ces organisations font désormais de la politique un véritable métier plutôt que la possibilité de simples rétributions pour des services rendus. Chuan Leekpai, Premier ministre jusqu'en février 2001, Supachai Panitchpakdi, ancien ministre du Commerce et actuel directeur général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), après avoir dirigé l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ou encore Abhisit Vejjajiva, étoile montante du Parti démocrate et leader de l'opposition désigné par le roi de Thaïlande, sont respectivement avocat, professeur d'université et économiste. Pour autant, ils n'ont jamais durablement exercé leurs premiers métiers. Ce sont avant tout des permanents de leurs organisations partisans, des professionnels à plein temps de la politique thaïlandaise, même si leurs partis ne sont pas forcément pérennes ni structurés, à l'instar des partis politiques occidentaux.

La crise économique va surtout, paradoxalement, servir de catalyseur aux réformes démocratiques. Les élites prennent conscience qu'elles ont tout intérêt à coopérer pour parvenir à un compromis consacré par une nouvelle Constitution. Les milieux d'affaires de Bangkok, une bonne partie de l'administration, les partis politiques et l'état-major comprennent que le meilleur moyen de préserver leurs privilèges est de partager le pouvoir²⁰. La stabilité politique est alors considérée comme une priorité, un moyen de maintenir la confiance des investisseurs, au moment où plus de 90 % de la dette du royaume est entre les mains de banques étrangères et que Bangkok négocie un prêt de 17 milliards de dollars avec le Fonds monétaire international (FMI).

La crise économique comme terreau du triomphe de Thaksin

La crise financière de l'été 1997, même si elle ramène au pouvoir en novembre le Parti démocrate dirigé par Chuan Leekpai, va créer les conditions du succès de Thaksin près de quatre ans plus tard. Le marasme économique qui suit la dévaluation du baht n'a épargné personne : ni les milieux d'affaires ni la bourgeoisie de Bangkok, ni les masses rurales ni les petites entreprises de province. Thaksin comprend que la crise a suscité dans les milieux intellectuels et associatifs un véritable désir de participation politique. L'homme d'affaires prend également conscience de la réalité d'une compétition internationale de plus en plus aiguë à laquelle la Thaïlande ne peut échapper, du développement exponentiel des échanges internationaux, de l'irréversibilité du processus de mondialisation et du risque pour le royaume d'être distancé par ses voisins.

C'est dans ce contexte que Thaksin lance sa machine de guerre électorale : il crée son

¹⁹ La littérature sur la professionnalisation du métier politique est abondante. On se reportera notamment à Philippe Garraud, *Profession : homme politique*, Paris, L'Harmattan, 1989, et à Daniel Gaxie, *La Démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, coll. Clefs politiques, 1993.

²⁰ William Case, *op. cit.*, p. 182.

parti, le *Thai Rak Thai* (TRT), le 14 juillet 1998 à Bangkok avec 23 membres fondateurs, des fonctionnaires, des intellectuels, quelques hommes d'affaires de second rang et des anciens du *Phalang Dharma* de Chamlong.

– De l'extrême droite à l'extrême gauche. Au départ, ses ambitions sont plutôt modestes : Thaksin affirme à l'époque que le TRT n'a ni la vocation, ni l'espoir de diriger un jour la Thaïlande. Le futur Premier ministre se range même derrière la politique libérale et favorable aux prescriptions du FMI du chef du gouvernement Chuan Leekpai. A regarder de plus près les membres de la première heure du TRT, il s'agit d'un curieux attelage de forces politiques disparates allant de la droite la plus conservatrice à l'extrême gauche, en particulier les anciens militants étudiants des années 1970 proches du Parti communiste thaïlandais (PCT). Les fidèles de Thaksin sont alors, et resteront, Purachai Piumsombun, rencontré à l'académie de police et qui sera son ministre de l'Education puis de l'Intérieur, Somkid Jatusripitak, un brillant professeur d'économie et de marketing qui sera nommé ministre des Finances, Pansak Vinyaratn, journaliste, patron de presse et ancien conseiller du gouvernement de Chatichai Chounhavan en 1991, et d'anciens activistes étudiants des années 1970 qui deviendront cadres de l'empire des télécommunications *Shin Corp.* puis ministres ou conseillers. Dans ce dispositif, Purachai prend le poste de secrétaire général du TRT, en charge de la gestion de la future campagne électorale de 2000, Pansak assure le développement du programme du parti, Somkid se consacre à la politique économique et au marketing tandis que les anciens militants d'extrême gauche s'emploient à tisser des liens avec les milieux associatifs et intellectuels.

– L'apport du grand capital. Peu après sa fondation, le TRT devient surtout un pôle d'attraction pour les milieux d'affaires qui souffrent le plus de la crise, à commencer par les promoteurs immobiliers et les entrepreneurs de travaux publics. En 1998, l'économie thaïlandaise s'effondre : cette année-là, le PIB enregistre un taux de croissance négatif de 10 %. Le TRT, favorable à une relance de l'économie par la dépense publique, va attirer des dizaines de groupes industriels de Bangkok, parfois au nom de vieilles amitiés entre leurs dirigeants et Thaksin, parfois par simple intérêt alimenté par la crise qui les a mis à terre. C'est le cas du conglomérat *Charoen Pokphand* (poulet, télécoms), des banques (*Thai Military Bank, Bangkok Bank*), des promoteurs immobiliers et géants de la construction (*ItalThai*) ou encore des médias (*TV Channel 3*). Jamais, depuis les années 1980, un parti politique n'était parvenu à regrouper autant d'hommes d'affaires influents de Bangkok. La décennie 1980 avait au contraire été marquée par la prédominance des hommes d'affaires de province, constituant des groupes d'intérêt vendus comme forces électorales aux organisations partisans²¹.

La Constitution de 1997 et le nouveau mode de scrutin ont rendu possible cette intrusion massive des milieux d'affaires. En plus du scrutin majoritaire uninominal à un tour pour l'élection de 400 députés, la loi électorale permet la désignation de 100 membres du Parlement au scrutin de liste. Cette disposition constitutionnelle permet de surreprésenter les élus de Bangkok par rapport à ceux de province. Les 100 sièges sont distribués proportionnellement aux partis ayant atteint au moins 5 % des votes exprimés au plan national. Les futurs députés n'ont pas besoin de faire campagne, il leur

²¹ Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thaksin : the Business of Politics in Thailand*, op. cit., p. 71.

suffit d'être bien positionnés sur les listes des partis victorieux pour être élus. Ainsi, de nombreux grands patrons feront leur entrée au Parlement après les élections du 6 janvier 2001 grâce à leur étiquette TRT. Ces groupes (agroalimentaire, banques, construction, services...) sont des survivants de la crise de 1997. En août 1999, lorsque Thaksin présente un « gouvernement fantôme » face à celui de Chuan, les membres fondateurs du TRT sont toujours là, mais les intellectuels, travailleurs sociaux, activistes, universitaires ont cédé leur place à de puissants hommes d'affaires et d'anciens hauts fonctionnaires influents. La machine TRT est en ordre de bataille pour la conquête du pouvoir.

– L'appui des PME et des agriculteurs. Le « *big business* » ne suffit pas à Thaksin. Il lui faut aussi l'appui de la myriade de petites entreprises qui composent le tissu économique thaïlandais. Le TRT va capitaliser la frustration et l'aigreur des petits entrepreneurs après la tempête de 1997. Alors que le FMI pointe une crise du modèle asiatique de développement, la collusion et la corruption, les milieux d'affaires se sentent au contraire victimes d'un gouvernement et de créanciers qui leur avaient promis le maintien de la parité baht/dollar et la préservation des lignes de crédit. Si aucun mouvement d'envergure anti-FMI et nationaliste ne se développera réellement en Thaïlande en 1998-1999, Thaksin comprend qu'il peut exploiter à fond le ressentiment des petits milieux d'affaires abattus par le décrochage du baht et le tarissement de toutes les sources de crédit. Il joue la carte du capital domestique contre le grand capital international. En 1999-2000, la rhétorique du TRT est de plus en plus nationaliste. A mesure que la crise s'installe, le Parti démocrate apparaît comme le défenseur des banquiers, des bureaucrates et de la finance internationale, le TRT se présentant comme le sauveur des entrepreneurs. Il intègre dans sa plate-forme la nécessité d'une reprise grâce au tissu des PME, inspiré par la structure économique italienne et son réseau de petites entreprises.

La même analyse des victimes de la crise va pousser Thaksin à se tourner vers les masses rurales (12,7 millions d'agriculteurs). Les paysans ont, dans un premier temps, profité de la crise et de la hausse des prix agricoles sur les marchés internationaux. Très vite, cependant, le prix du riz à l'exportation (la Thaïlande en est le premier exportateur mondial) s'est effondré, et le mécontentement des cultivateurs, planteurs de canne à sucre, ouvriers agricoles, enfle. Le gouvernement Chuan se révèle incapable d'y répondre et s'use au pouvoir. Face à lui, Thaksin bat la campagne, récupère des barons provinciaux de la politique aux solides clientèles et accumule les promesses en direction des paysans et d'un secteur financier lourdement endetté. Il annonce déjà un moratoire sur les dettes, un prêt d'un million de bahts²² pour chacun des 77 000 villages de Thaïlande et un accès aux soins hospitaliers pour les plus pauvres moyennant un forfait de 30 bahts. Ces trois engagements seront tenus dès 2001.

– La campagne électorale de 2000 et le triomphe du 6 janvier 2001. Fin 2000, alors que le pays est encore convalescent, les classes rurales, mais aussi une bonne partie de la bourgeoisie de la capitale, veulent tourner la page de trois ans de morosité économique et sociale – une aspiration évidente au changement de dirigeants, nourrie d'une lassitude face au Parti démocrate, jugé trop proche des milieux d'affaires occidentaux et de la

²² Au premier trimestre 2005, 1 euro valait environ 50 bahts.

bourgeoisie de Bangkok. Certes, la coalition sortante menée par le Parti démocrate est parvenue, sous l'égide du FMI, à stabiliser les indicateurs macro-économiques et à sortir le pays de l'ornière, mais 2001 s'annonce sombre avec le fort ralentissement de la demande extérieure, surtout en provenance des Etats-Unis, censée tirer le taux de croissance. C'est le moment où Thaksin va occuper, en janvier 2001, le vide laissé par le Parti démocrate.

La campagne électorale pour le scrutin du 6 janvier 2001 fut de loin la plus passionnante de toutes les consultations en Thaïlande. Elle oppose pour la première fois deux programmes, si ce n'est antagonistes, du moins bien distincts. Dans une conjoncture morose, les deux partis concurrents s'affrontent sur la meilleure politique économique à conduire. Alors que les Démocrates promettent de poursuivre leur politique libérale, souhaitée par les institutions internationales et les investisseurs (assainissement du secteur financier et bancaire, privatisation de l'énorme secteur public avec prise de participation étrangère), le Thai Rak Thai entend infléchir cette ligne libérale par une politique plus interventionniste et protectionniste. Il veut surtout redonner confiance aux Thaïlandais et flatter leur fibre patriotique après la dévaluation du baht et la mise sous tutelle du pays par le FMI. Le Premier ministre sortant est accusé par ses rivaux d'être aux « ordres des Occidentaux » et d'avoir privilégié les réformes structurelles aux dépens de l'économie réelle des petites entreprises et des exploitations agricoles. Pour Pasuk Pongpaichit, économiste de l'université Chulalongkorn, ces réformes « ont fait plus mal que de bien ». « Il existe aujourd'hui un sentiment local très fort selon lequel il ne faut pas vendre le pays aux étrangers »²³.

Si les élections du 6 janvier 2001 innovent par cet affrontement programmatique et par le style vindicatif de Thaksin, elles restent néanmoins fidèles à la tradition des scrutins précédents : les achats de votes sont légion, faisant dire à un membre de la commission électorale que cette élection est « la plus sale de toute l'histoire de la Thaïlande ». Les dépenses et les méthodes de marketing politique du TRT sont sans précédent. Thaksin arpente inlassablement les campagnes, placardant sa photo jusque dans le moindre village, couvrant les bords des routes et les journaux d'encarts publicitaires. A la veille des élections, son parti revendique 8 millions de membres ou sympathisants.

Le scrutin est un triomphe pour Thaksin : son adversaire démocrate est laminé. Le TRT obtient 248 sièges sur les 500 de la Chambre des représentants, manquant de peu la majorité absolue. Au fil des absorptions de petits partis et de passages de députés dans son camp en 2002 et 2003, le Premier ministre va pouvoir s'appuyer sur une majorité très confortable de 340 députés. Le résultat de l'élection laisse clairement apparaître une césure entre le sud de la Thaïlande, fief traditionnel du Parti démocrate et lui restant acquis, et le Nord rural, qui s'est massivement porté sur le TRT. Le Nord-Est en particulier, la région la plus pauvre, réservoir de main-d'œuvre pour la capitale, a voté massivement pour Thaksin. Dans le détail, la péninsule méridionale de la Thaïlande, y compris les provinces musulmanes, est restée dans le giron du Parti démocrate, bien implanté aussi le long de la frontière birmane. Pour la première fois, Bangkok a voté comme à l'échelon national, infligeant un désaveu au Parti démocrate et plébiscitant le TRT. Néanmoins, la bourgeoisie et les classes moyennes ne se laisseront pas

²³ Entretien avec l'auteur, 15 décembre 2000.

longtemps séduire par Thaksin, comme le montrera la brillante victoire du candidat démocrate à la mairie de Bangkok en 2004.

La Constitution sacralise la domination des civils sur les militaires

Simultanément au début de la crise économique, un processus de longue maturation constitutionnelle entamé en juin 1994 débouche le 11 octobre 1997 sur la promulgation par le roi Bhumibol Adulyadej de la Constitution du peuple, la plus complète et la plus démocratique de toute l'histoire de la Thaïlande²⁴. Le chef de file du Parti démocrate, Chuan Leekpai, remplace le Premier ministre, le général Chaovalit Yongchaiyudh, balayé en novembre 1997 après une manifestation de quelques milliers d'hommes d'affaires dans le quartier financier de Bangkok.

Est-ce à dire que la crise économique a sauvé les réformes démocratiques et rendu possible la promulgation de la Constitution ? « On ne pourra jamais savoir ce qui serait advenu de la Constitution sans la crise économique »²⁵. Le passage de la loi fondamentale a tout de même suscité l'opposition d'une partie, minoritaire, de l'élite thaïlandaise, à savoir quelques généraux conservateurs, les milieux d'affaires de province et le ministère de l'Intérieur, fief traditionnel de résistance au changement, en raison de ses importantes prérogatives sur les gouverneurs provinciaux, l'équivalent des préfets. Des élus de province se sont également élevés contre des dispositions relatives à l'obligation de divulguer son patrimoine ou sur la création d'organismes de contrôle comme une commission électorale et une commission anti-corruption. Néanmoins, la situation économique catastrophique du royaume a semblé convaincre même les plus réticents :

« Il y a des clauses que je n'aime pas, mais nous devons les accepter à cause de l'économie. »²⁶

La convocation d'un comité de rédaction constitutionnel et d'une Assemblée constituante, la mobilisation des milieux d'affaires, de la haute fonction publique, d'une bonne partie des formations politiques, de l'état-major militaire, de professeurs d'université, de syndicalistes, d'avocats, de juges, de fonctionnaires et de journalistes,

²⁴ L'un des « pères » de la Constitution thaïlandaise de 1997, Amorn Chandara-Somboun, a écrit en 1994 un premier texte en thaï : *Constitutionalism : the Solutions for Thailand*, Bangkok, Institute of Public Studies, qui servira de base de travail pour le Comité pour le développement de la démocratie (DDC) entre juin 1994 et avril 1995. Le DDC, inspiré par les plus grands publicistes et constitutionnalistes du royaume, tels qu'Amorn Chandara-Somboun, Borvornsak Uwanno, Chai-Anan Samudavanija, recommandera de rédiger une nouvelle loi fondamentale, ce dont se chargeront le Comité de rédaction de la Constitution (CDC) et l'Assemblée de rédaction de la Constitution (CDA). Entretien de l'auteur avec Amorn Chandara-Somboun, 1^{er} octobre 1997. Voir également Prawase Wasi, « An overview of political reform », in Duncan Mc Cargo, *Reforming Thai Politics*, Copenhague, NIAS, 2002, pp. 22-23.

²⁵ Neil Englehart, « Democracy and the Thai middle class », *Asian Survey*, University of California Press, 43 (2), mars-avril 2003, p. 271.

²⁶ Le député Pongpol Adireksarn à propos de la Constitution, cité par Michael Vatikiotis, « People's Putsch », *Far Eastern Economic Review*, 18 septembre 1997.

ont donné pendant quelques mois de la Thaïlande l'image d'une démocratie solide, traversée par un débat de grande qualité²⁷.

Le texte constitutionnel est fort ambitieux, avec 336 articles introduits par des dispositions générales sur les droits de l'homme et les libertés publiques. L'article 2, en particulier, dispose que « la Thaïlande adopte un régime démocratique avec le roi comme chef de l'Etat »²⁸. Inspiré en partie par les Constitutions allemande et française, le texte pose le principe de l'incompatibilité entre un mandat électif et une responsabilité dans la fonction publique civile ou militaire. Il est également établi que le Premier ministre doit être issu des rangs du Parlement, ce qui exclut les militaires d'active mais aussi tout civil non élu. Surtout, l'article 63 dispose, pour la première fois dans l'histoire constitutionnelle thaïlandaise, que : « *No person shall exercise the rights and liberties prescribed in the Constitution to overthrow the democratic regime of government with the King as Head of the state under this Constitution or to acquire the power to rule the country by any means which is not in accordance with the modes provided in this Constitution* »²⁹.

Les coups d'Etat et toute intrusion des militaires, par exemple, dans le champ politique sont clairement déclarés anticonstitutionnels, et la charte offre aux citoyens les moyens (pacifiques) de s'y opposer grâce au recours juridictionnel (article 65). Ces deux points, tout comme la section 40 sur l'obligation de céder le contrôle des fréquences de radiotélévision, ont été les plus âprement discutés par les militaires lors de la rédaction. Pour la première fois, la norme constitutionnelle consacre la domination des civils sur les forces armées, encadrées par l'article 72 disposant que : « *The State shall arrange for the maintenance of the armed forces for the protection and upholding of its independence, security of the State, institution of kingship, national interest and the democratic regime of government with the King as Head of the State, and for national development* »³⁰.

Bien que de nombreux officiers supérieurs³¹ aient jugé « flou » cet article 72, l'état-

²⁷ Cela a été constaté surtout à Bangkok. Même s'il est extrêmement difficile de jauger la manière dont la rédaction de la Constitution a été accueillie en province, la presse régionale a largement soutenu la réforme et les fameux drapeaux verts accrochés aux antennes des voitures et aux devantures des magasins en guise de soutien ont fleuri également dans les petites villes de province.

²⁸ *Constitution of the Kingdom of Thailand*, Secretary-General of the Council of State, Office of the Council of State, 1997. La traduction du thaï à l'anglais a été certifiée correcte et officielle dans cette édition par le Dr Ackachatorn Chularat. A ce jour, il n'existe pas de traduction officielle en français (disposition traduite par l'auteur).

²⁹ « Personne ne doit exercer les droits et libertés prescrits par la Constitution pour renverser le régime démocratique avec à sa tête le roi de Thaïlande ou pour gouverner le pays par quelque moyen qui ne soit pas conforme aux dispositions de cette Constitution » (traduction de l'auteur).

³⁰ « L'Etat doit assurer que les forces armées maintiennent la protection, l'indépendance, la sûreté, l'institution royale, l'intérêt national, le développement national et la forme démocratique du régime avec à sa tête le roi » (traduction de l'auteur).

³¹ Rapporté par Neil Englehart, *op. cit.*, p. 268.

major thaïlandais a soutenu publiquement et sans réserve la nouvelle Constitution. Les militaires, pour la première fois, ont fait le choix des institutions démocratiques. La situation économique, l'exposition de la Thaïlande au monde extérieur, la volonté du roi, les convictions personnelles des chefs militaires de l'époque ont permis au pays de renforcer son système démocratique. Les forces armées ont semblé alors irrémédiablement dépolitisées, « en voie de normalisation »³².

La crise économique et la nouvelle Constitution démocratique de 1997 ont donc été les terrains de la victoire de Thaksin. Les rédacteurs de la charte constitutionnelle n'avaient certainement pas prévu que leur texte favoriserait les riches formations politiques issues du grand capital, telles que le TRT, émanation de l'empire *Shin Corp.* de la famille de Thaksin Shinawatra. Ainsi, la politique thaïlandaise a changé d'ère : elle a été catapultée à l'ère du *big business* en favorisant les grandes formations politiques structurées et composées de politiciens professionnels, au détriment de petits rassemblements politiques réunis en coalitions.

Le système thaksin : influencer sur l'économie, remodeler la société, changer la politique

En quatre années, Thaksin a fait montre d'un volontarisme et d'un interventionnisme hors du commun pour un leader politique thaïlandais, mettant l'accent sur le développement national et le renforcement d'un marché local de plus de 60 millions de consommateurs, tentant d'éradiquer les poches de pauvreté. Il a imposé un style brutal, autoritaire, mû par une ambition unique : s'emparer de l'Etat pour assurer une croissance économique favorable aux milieux d'affaires et au marché domestique. Le « système » Thaksin s'est déployé dans trois directions : l'économie, la société civile et le système politique.

• La « Thaksinomics » : un bilan économique flatteur, mais un risque de collusion entre les affaires et la politique

Une économie dynamique et relativement assainie

Lorsque Thaksin se présente devant les électeurs le 6 février 2005, il peut se prévaloir d'un bilan économique flatteur : la Thaïlande est l'une des économies les plus dynamiques d'Asie orientale, avec des fondamentaux macroéconomiques relativement assainis, une Bourse qui a enregistré la deuxième plus forte progression mondiale en 2003³³ et la confiance des milieux d'affaires. La volonté de Thaksin et de son équipe

³² Citation de Christian Prettre, ambassadeur de France en Thaïlande entre 1999 et 2002, au cours d'un entretien le 10 novembre 2000.

³³ La Bourse de Bangkok a grimpé de près de 140 % en 2003 mais a fléchi de 14 % en 2004. Pour 2005, la plupart des analystes financiers et les maisons de courtage basées à Bangkok se déclarent « très

économique de renouer avec la croissance du PIB en s'appuyant sur une demande intérieure s'est rapidement traduite dans les faits : l'économie s'est assainie ; les entreprises ont renoué avec les bénéficiaires, l'industrie a poursuivi son désendettement, de nombreux emplois ont été créés ; le pouvoir d'achat a augmenté, le taux de mauvaises créances des banques est tombé à 11,4 % fin 2004³⁴, celui d'utilisation des capacités industrielles est remonté à plus de 75 %, et des milliards de bahts de prêts, notamment dans le secteur rural, ont été distribués. Enfin, le FMI, qui avait débloqué quelque 17 milliards de dollars en 1997, a été remboursé intégralement en juillet 2003 avec deux années d'avance. Malgré une année 2004 troublée par la grippe aviaire, les tensions dans le Sud musulman et le tsunami meurtrier du 26 décembre, le taux de croissance du PIB en 2005 devrait atteindre, selon les autorités, entre 5,5 % et 6,5 %. Le PIB avait crû de 6,2 % en 2004 et de 7,8 % en 2003. En quatre ans, la richesse nationale du royaume a augmenté de 35 % pour atteindre 171 milliards de dollars, les réserves de change ont progressé de 50 % et s'élèvent à 49 milliards de dollars. Mieux, la dette publique a chuté à 47 % du PIB contre près de 62 % en 2001. L'inflation est maîtrisée avec un taux de 2 % à 3 %, le compte des transactions courantes est bénéficiaire et le budget 2005 est équilibré pour la première fois depuis 1997. « Du point de vue de la stabilité macroéconomique, les choses sont plutôt bonnes », résume Sriyan Pietersz, vice-président de JP Morgan Securities³⁵.

L'apport le plus novateur de Thaksin est le concept dit de *dual track* : pendant quatre ans, l'équipe au pouvoir a joué simultanément sur les moteurs externe et interne de l'économie en fonction de la conjoncture, mettant en œuvre un programme de dépenses publiques lorsque la demande extérieure était faible en 2001-2002, réduisant ces largesses au moment du retour de la croissance en 2003-2004. « Ce qui a changé avec cette administration, c'est d'avoir mis l'accent sur l'économie locale plutôt que sur la demande extérieure comme avant », souligne M. Pietersz. Aujourd'hui, la consommation privée représente 56 % du PIB du pays et constitue le principal moteur de croissance après les exportations. Il s'agit là d'un pilier de la *Thaksinomics*, la « philosophie » économique de Thaksin et surtout de son éminence grise Somkid, le ministre des Finances. Selon eux, il faut se départir du modèle de développement économique de l'Asie orientale (*East Asian Economic Model*), fondé dans les années 1980 sur les exportations et la demande externe, pour privilégier une approche plus domestique, en créant un marché local, en favorisant les entreprises nationales et en recourant à l'interventionnisme de la puissance publique. La Thaïlande de Chuan Leekpai avait été adoubee par le FMI et la Banque mondiale pour ses réformes macroéconomiques néolibérales. Celle de Thaksin Shinawatra – même si elle n'a nullement fermé la porte aux investissements étrangers et aux échanges internationaux – est davantage orientée vers l'économie nationale, à l'instar de la Malaisie voisine du Dr Mahathir Mohamad, au

optimistes ».

³⁴ La Banque mondiale estime le taux à plus de 20 %.

³⁵ « Le Premier ministre servi par un bilan économique plutôt flatteur », *Agence France-Presse*, 3 février 2005.

pouvoir entre 1981 et 2003.

La « Thailand Company »

Durant sa campagne électorale, Thaksin, fort de son expérience de *self-made-man*, avait insisté sur la nécessité de gérer le pays avec des méthodes de manager, de CEO (*Chief Executive Officer*), et non comme de vieux routiers de la politique, ceux qu'il appelle les « politiciens professionnels »³⁶. Il promettait d'ébranler le système politique et de diriger le royaume comme une entreprise. A l'instar du Dr Mahathir, qui a inventé le concept de *Malaysia Incorporated*, faisant de son pays une sorte d'entreprise à l'échelle nationale, Somkid et Thaksin ont repris l'idée d'une *Thailand Company* composée d'une myriade de petites entreprises, de conglomérats nationaux soutenus par le crédit et la dépense publics :

« La Thaïlande est comme une grande entreprise qui doit faire des bénéfices pour pouvoir payer ses nombreux employés en produisant des biens et en les vendant en compétition avec d'autres pays [...]. Le juste rôle d'un Premier ministre est de gérer la plus grande organisation nationale : la *Thailand Company* ["l'Entreprise Thaïlande"]. La politique n'est que l'enveloppe que l'on voit. La gestion est la clé pour arriver à faire avancer la Thaïlande en tant qu'organisation »³⁷.

Dès sa prise de fonction début 2001, Thaksin s'est d'ailleurs présenté comme un Premier ministre PDG (« *CEO Prime Minister* »), préférant, pour gouverner, les méthodes de gestion de l'entreprise à celles de la bureaucratie et de l'administration. Il a même transformé les gouverneurs provinciaux (l'équivalent des préfets) et les diplomates en « gouverneurs et diplomates PDG ».

La face sombre de la « Thaksinomics »

Cette politique n'est pas sans risque. Fin 2004, l'indice de confiance des ménages est au plus bas depuis près de trois ans et des analystes s'inquiètent de la flambée des crédits à la consommation et d'un niveau d'endettement privé rappelant celui d'avant la crise de 1997. Si, dans les campagnes, les programmes d'aide à la paysannerie ont bien été appliqués, les prêts aux agriculteurs sur le fonds d'un million de bahts (20 000 euros) alloué à chacun des 77 000 villages servent plutôt à acheter des téléphones portables, des voitures ou des motocyclettes. Thaksin a encouragé les ménages à consommer à outrance plutôt qu'à épargner, remettant en cause l'un des piliers de l'économie du pays : le taux d'épargne, déjà traditionnellement élevé en Asie, y est l'un des plus forts du monde, atteignant entre 30 % et 40 %. Autre source d'inquiétude, la bonne conjoncture thaïlandaise ne masque pas les difficultés de fond du royaume face à la concurrence de ses voisins (Vietnam, Chine), à la main-d'œuvre parfois mieux formée et meilleur marché. La Thaïlande connaît en effet un vrai problème de montée en gamme de son économie, indispensable pour attirer les investissements directs étrangers (IDE). De fait,

³⁶ Citation de Thaksin, 1999, reprise par Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thaksin : the Business of Politics in Thailand*, op. cit., p. 64.

³⁷ *Ibid.*, p. 102.

les flux nets d'IDE n'ont jamais retrouvé le niveau d'avant 1997, plafonnant à quelque 350 millions de dollars au 1^{er} semestre 2004, en baisse de 56 % sur un an.

Enfin, les critiques les plus acerbes contre la gestion de Thaksin dénoncent la forte collusion entre le monde des affaires et le sommet de l'Etat. « Les affaires qui marchent bien, ce sont celles qui tournent autour de Thaksin », souligne un très haut fonctionnaire thaïlandais³⁸. A titre d'exemple, l'empire *Shin Corp.* (contrôlé à 39,3 % par la famille Shinawatra) a vu son titre en Bourse progresser de 11 % en 2004, alors que l'indice de Bangkok a chuté de 13,5 % sur la même période. Les actions *Shin Corp.* sont au plus haut depuis 1997-1998. « Evidemment, ces titres de télécommunications sont étroitement liés à la politique », souligne Pisut Ngamvichitvong, analyste de la maison de courtage Phatra Securities à Bangkok³⁹. En intervenant franchement dans l'économie, le gouvernement Thaksin a augmenté le risque de collusion entre milieux d'affaires et sphère publique. Les proches du TRT ont été largement favorisés, ses détracteurs oubliés des largesses gouvernementales. Une étude comparative mondiale des liens entre monde des affaires et politique révèle que 20 % des sociétés cotées à Bangkok ont de très fortes connections gouvernementales, plaçant la Thaïlande au 2^e rang mondial derrière la Russie⁴⁰.

Toutefois, le tonitruant Premier ministre ne se contente pas d'influer sur l'économie pour tenter de limiter les effets de la mondialisation. Il veut aussi remodeler la société et contrôler le jeu politique, afin de s'assurer une certaine paix sociale.

• Contrôler la société et le système politique

Influencé, de son propre aveu, par *Le Contrat social* de Rousseau et par une approche progressiste du bouddhisme, Thaksin Shinawatra tente d'imposer depuis 2001 un concept quelque peu autoritaire du pouvoir et, surtout, la vision d'une sorte de « démocratie dirigée » s'inscrivant dans la longue tradition de dirigeants thaïlandais plus ou moins éclairés. A la différence de dictateurs militaires non élus, Thaksin peut s'appuyer sur un mandat populaire très fort pour mettre progressivement au pas les voix dissonantes. Il peut même rêver que, dans un pays géré comme une entreprise, où règnerait l'harmonie sociale entre des citoyens transformés en consommateurs, où les poches de pauvreté auraient été éradiquées, un gouvernement désintéressé se suffirait à lui-même et toute opposition politique n'aurait plus lieu d'exister⁴¹.

La démocratie selon Thaksin

³⁸ Entretien avec l'auteur, 21 janvier 2005.

³⁹ Cité dans « Politics guide some Thai investors », *The Asian Wall Street Journal*, 19 janvier 2005.

⁴⁰ Maria Faccio, *Politically Connected Firms*, Owen Graduate School of Management, Vanderbilt University, 2003.

⁴¹ Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thaksin : the Business of Politics in Thailand*, op. cit., p. 171.

– Un nouveau contrat social pour une démocratie dirigée. Dans nombre de ses discours, Thaksin a souvent fait directement référence au *Contrat social* de Rousseau :

« J'ai pris la décision d'entrer en politique [...] conformément à la théorie du contrat social que j'ai étudiée. Lorsque les individus vivent ensemble dans un Etat, ils doivent accepter de sacrifier une partie de leur liberté afin que l'Etat établisse des règles pour que tous puissent vivre ensemble dans une société juste. C'est le vrai noyau du système de représentation politique »⁴².

Au cours d'une conférence à Bangkok en novembre 2002, il répète, citant explicitement Rousseau, qu'au centre de la théorie du contrat social il y a le nécessaire sacrifice de la liberté individuelle pour le bien commun, et y adjoint des références à un penseur et praticien bouddhiste, Buddhadasa, mort en 1993, connu pour avoir insisté sur la dimension progressiste et égalitariste du bouddhisme. Selon Buddhadasa, le devoir de chaque fidèle est d'améliorer le monde plutôt que d'accumuler les mérites pour son propre salut dans des vies ultérieures. Le penseur avait donné sa préférence dans les années 1970 à une « dictature morale », puis reconnu au cours de la décennie suivante que « l'idée de démocratie existe chez chaque personne en fonction de principes naturels »⁴³ :

« Buddhadasa avait compris que la politique était le Dharma [enseignements bouddhiques] et que le Dharma était de la politique. La politique consiste à organiser les masses populaires en société afin qu'elles vivent pacifiquement ensemble, sans crimes. C'est la même chose que la théorie du contrat social dont ont parlé les anciens philosophes comme Montesquieu, Rousseau, Locke et Hobbes. Il s'agit bien d'organiser les peuples pour qu'ils vivent ensemble en paix, sans haine ou encore sans chercher à profiter des autres. Quand la politique est un devoir, elle s'accorde avec le troisième principe du Dharma, à savoir, faire son devoir conformément à la loi naturelle »⁴⁴.

Entre 1999 et 2002, Thaksin impose sa vision d'un pouvoir désintéressé, œuvrant uniquement pour le bien commun. Poussant son raisonnement, il va jusqu'à estimer que toute forme d'opposition parlementaire est illégitime :

« Une fois parvenus au pouvoir, la plupart des partis dirigeants font tout ce qu'il peuvent pour s'accrocher tandis que ceux de l'opposition font tout pour renverser le gouvernement et assumer le pouvoir [...]. Mais une telle compétition politique ne sert pas nécessairement l'intérêt du peuple. Au contraire, cela peut être une trahison de notre contrat social »⁴⁵.

⁴² Thaksin, 1999, *ibid.*, p. 135.

⁴³ Peter Jackson, *Buddhadasa : Theravada Buddhism and Modernist Reform in Thailand*, Chiang Mai, Silkworm Books, 2003.

⁴⁴ Thaksin, 1999, cité par Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thaksin : the Business of Politics in Thailand*, *op. cit.*, p. 137.

⁴⁵ Thaksin, 2002, *ibid.*, p. 139.

– L'héritage des dictateurs « éclairés ». Thaksin n'est pas le premier des dirigeants thaïlandais à convoquer les Lumières du XVIII^e siècle et la théorie du contrat social, nourrissant l'idée d'une « voie thaïlandaise » vers la démocratie comme une sorte de processus de démocratisation dirigée et contrôlée. Dès le règne du roi Chulalongkorn (Rama V), dans la seconde moitié du XIX^e siècle, se développent simultanément un Etat siamois moderne – qui prendra le nom de Thaïlande en 1939 –, avec son appareil administratif centralisé, ses infrastructures routières et ferroviaires, et un discours officiel sur la démocratisation et sur la naissance d'un citoyen doté de droits individuels⁴⁶. Ce mouvement va s'amplifier dans les années 1920, lorsque de jeunes bureaucrates, intellectuels, hommes d'affaires et officiers acquis aux idées réformistes s'allient pour contester la domination de l'aristocratie sur l'armée et sur le champ politique. Ils fondent à Paris en mai 1927 le Parti du peuple avec, parmi leurs leaders, un juriste formé à l'université de Caen, Pridi Banomyong, et un jeune officier issu de l'école d'artillerie de Fontainebleau, le lieutenant-colonel Phibul Songkhram. Le 24 juin 1932, en quelques heures, ces jeunes militants, aidés de quatre colonels de l'armée siamoise, font basculer la monarchie absolue et la remplacent par une monarchie constitutionnelle. Dans les années 1930, le parti au pouvoir produit un texte original, le *Manuel pour les citoyens* (réactualisé plusieurs fois jusqu'en 1948), afin d'emporter l'adhésion du peuple à la monarchie constitutionnelle. Le *Manuel* pose que la démocratie est le système politique le plus souhaitable, tout en insistant sur la « nécessaire formation des citoyens » pour éviter que leurs droits ne soient violés. Ce « citoyen » siamois « démocratique » en gestation, qui n'est encore qu'un « sujet démocratique », sera cependant balayé par les dictatures militaires de l'après-guerre⁴⁷.

Pour autant, sous ces dictatures militaires, qu'il s'agisse du régime de Phibul Songkhram (1938-1944 puis 1948-1957) ou de celui du maréchal Sarit Thanarat (1958-1963), le concept de démocratie n'est pas absent de l'idéologie officielle. Il est même totalement intégré à l'idée de développement national. Sarit promeut même une « démocratie de type thaïlandaise », clairement conservatrice, monarchiste et anti-occidentale. Les partis politiques, les Constitutions, les élections ont beau être interdits, le discours sur la démocratie est un outil de légitimation aux mains des élites militaires monopolisant le champ politique. Ainsi, le maréchal Sarit veut apporter à ses concitoyens, en termes de valeurs et d'identité nationales, le « sens de leurs origines et le sens de leur destin »⁴⁸. En convalescence en Grande-Bretagne, il plaide pour un durcissement du régime au moyen d'une « révolution » dans laquelle la dimension nationaliste a toute sa place. Cette « démocratie statique » composée de « sujets dépendants » va perdurer jusqu'au début des années 1970 et les premières

⁴⁶ Michael Kelly Connors, *Democracy and National Identity in Thailand*, New York, Londres, Routledge, Curzon, 2003, p. 33.

⁴⁷ *Ibid*, p. 46.

⁴⁸ David Wyatt, *Thailand : a Short History*, Chiang Mai, Silkworm Books, 1984, p. 278.

contestations étudiantes contre la dictature militaire⁴⁹.

Pourtant, trente ans après le renversement par des étudiants, en octobre 1973, du régime militaire du maréchal Thanom Kittikachorn, celui-ci écrivait encore dans son autobiographie, parue avant sa mort en juin 2004, que « ceux qui me connaissent vaguement ou ne m'ont jamais rencontré, pourraient me considérer comme un dictateur mais la vérité est que j'aime la démocratie, comme tous les autres démocrates »⁵⁰.

La volonté de mise au pas des ONG et de la presse

Avant son triomphe de janvier 2001, Thaksin a été largement soutenu par le milieu associatif. A l'époque, les associations ou ONG pensaient légitimement qu'elles seraient plus écoutées par le nouveau pouvoir. A titre d'exemple, le nouveau Premier ministre sera le premier chef de l'exécutif à venir partager un repas avec un groupe de paysans, l'Assemblée des pauvres, qui campe depuis plusieurs années devant la maison du gouvernement.

Le milieu associatif ne mettra pas longtemps à mesurer sa lourde erreur d'appréciation. Plusieurs associations sont victimes d'enquêtes anti-blanchiment en 2002, puis de pressions « amicales » sur leurs donateurs étrangers. La situation se tend franchement lorsque des villageois et des pêcheurs appuyés par des mouvements écologistes s'opposent à la construction d'un barrage dans le Nord-Est (barrage de *Pak Mun*) ainsi qu'à un projet de pipeline entre la Malaisie et le sud de la Thaïlande. Après des tentatives de concertation, les manifestations sont réprimées par la police. Les enquêtes accablantes de la Commission des droits de l'homme ou du Sénat n'arriveront jamais jusqu'au bureau de la Chambre des représentants. Le gouvernement tente aussi, mais sans succès, de promulguer des législations anti-manifestation sur la voie publique. Il parvient tout de même à mettre sur pied une loi anti-terroriste passée par décret, dans le contexte de la lutte anti-islamiste en Asie du Sud-Est. Enfin, la police devient une administration placée directement sous les ordres du Premier ministre, tandis que l'armée se voit de nouveau confier le pouvoir de « surveillance des activités politiques », une vieille prérogative que l'ancien commandant en chef de l'armée de terre, Surayud Chulanont (démis en octobre 2002), avait justement limitée à la sécurité aux frontières du royaume. « Nous avons le sentiment que Thaksin est un dictateur qui a brisé la société civile », estimera la présidente d'une ONG thaïlandaise⁵¹.

Les médias aussi sont passés sous les fourches caudines de Thaksin, tout en faisant preuve d'une certaine capacité de résistance, notamment la presse écrite. L'Etat contrôle les cinq chaînes de télévision nationales, directement ou *via* des concessions à des groupes privés. L'armée contrôle elle-même deux chaînes : l'une gérée en direct (*Channel 5*), l'autre (*Channel 7*), qui capte 60 % de l'audience nationale, par la société privée *Bangkok Television and Radio Company*. L'armée a pu maîtriser jusqu'à

⁴⁹ Michael Kelly Connors, *op. cit.*, p. 50.

⁵⁰ Thanom Kittikachorn, « 1911-2004. Democracy's bitterest foe », *The Nation*, 18 juin 2004.

⁵¹ Chanida Chanyapate Bamford, directrice adjointe de Focus on the Global South, entretien avec l'auteur, 5 juillet 2004.

202 fréquences radio et 2 700 fréquences téléphoniques. Malgré cette domination de l'Etat, la télévision thaïlandaise ouvrait très souvent son antenne depuis les années 1990 à des débats et *talk-shows* au ton libre où le gouvernement était facilement critiqué. A partir de l'été 2001, cependant, plusieurs éditorialistes et commentateurs se sont vu brutalement interdire l'accès à ces émissions. Les débats autour de problématiques politiques ou sociales (libertés publiques, corruption, environnement...) mobilisant un large spectre de commentateurs, mais aussi la participation par téléphone de téléspectateurs ont peu à peu disparu. Les journaux télévisés ont été raccourcis pour laisser place aux jeux et aux séries B. Dans le même temps, la seule chaîne privée (ITV) créée en 1996, réputée pour son impertinence et la qualité de ses enquêtes, a été rachetée en 2000 par le groupe *Shin Corp.* de Thaksin, avant d'être totalement mise au pas après l'élection du Premier ministre⁵².

Selon l'article 40 de la Constitution, les ondes et les fréquences relèvent du domaine public et sont ouvertes à la concurrence. Deux institutions doivent être créées sur le modèle français, la Commission nationale de l'audiovisuel (NBC) et la Commission nationale des télécommunications (NTC). Sur le papier, ce sont des autorités administratives indépendantes (comme peut l'être le CSA français) chargées d'attribuer les fréquences. Cependant, leur comité de sélection est presque entièrement contrôlé par l'armée. Treize des quinze membres de la future NBC sont des officiers ou des civils proches des militaires. Quant à la future NTC, il est prévu que la plupart de ses membres soient issus de certains milieux d'affaires des télécommunications, de la communication et du divertissement, partenaires de longue date de l'armée (on pense notamment aux firmes *Bangkok Entertainment Company* et *Grammy*).

Pour la presse écrite, la tentative de contrôle semble plus difficile. Les journaux thaïlandais sont détenus par des patrons de presse indépendants. Les quotidiens en thaï à grand tirage, tout comme les publications en anglais, tels *The Bangkok Post* et surtout *The Nation*, sont réputés pour leur liberté de ton et leur bonne qualité éditoriale. La presse du pays est l'une des plus libres et des plus dynamiques d'Asie orientale. A partir de 2002, les pressions sur les journalistes, les coups de téléphone aux rédacteurs en chef, les visites impromptues de policiers aux sièges des publications se sont multipliés. Sans grand effet cependant : finalement, rien n'a mieux fonctionné que le chantage à la publicité. Des encarts de grands groupes thaïlandais liés au gouvernement ou à des agences publiques ont été retirés de journaux dont les éditoriaux ou les enquêtes avaient été jugés trop critiques. L'association des journalistes thaïlandais a relevé en mai 2003 que les médias commençaient à s'imposer une autocensure de peur de perdre leurs précieux budgets publicitaires. Ce qui fit dire au leader du Parti démocrate, Abhisit

⁵² Créée en 1996, ITV s'est tout de suite imposée dans le paysage journalistique pour la pertinence de ses enquêtes, mais, financièrement, elle n'a jamais été bénéficiaire. Le groupe *Shin*, entré au capital en 2000, s'est d'abord débarrassé du groupe du journal *The Nation*, qui ne contrôlait que 1 % du capital mais était responsable de la ligne éditoriale. La limite imposée à un maximum de 10 % entre les mains d'un seul actionnaire a ensuite été amendée, permettant à *Shin* de monter à 55 % du capital puis d'introduire la chaîne en Bourse en 2002. Les journalistes les plus impertinents avaient été préalablement écartés. D'autres l'ont été en septembre 2003 puis en février 2004.

Vejjajiva, qu'une « culture de la peur » se diffusait dans la presse thaïlandaise⁵³.

La guerre anti-drogue

La lutte anti-drogue menée au 1^{er} trimestre 2003 fut le volet le plus violent de la politique sociale du gouvernement Thaksin. Rebondissant sur une inquiétude réelle, et fondée, face à l'explosion de la consommation d'amphétamines dans le pays, celui-ci décide de lancer début 2003 une vaste guerre contre la drogue. Faciles à fabriquer, ces « pilules qui rendent fou » sortent par centaines de millions chaque année de minuscules laboratoires disséminés le long de la frontière birmane. Elles envahissent les usines, discothèques et cours de récréation thaïlandaises. Selon diverses estimations en 2002, quelque 800 millions de pilules se déverseraient en Thaïlande chaque année et entre 400 000 et 3 millions de personnes en seraient dépendantes. Le 14 janvier 2003, au cours d'un très long discours prononcé devant un parterre d'officiels, Thaksin détaille le plan de sa campagne anti-drogue, qui doit se solder par l'éradication en trois mois de toute forme de trafic dans chaque province, district, village. Thaksin ne conteste pas le fait que des policiers, fonctionnaires, militaires, autorités locales soient impliqués dans le trafic. Les gouverneurs sont sommés de dresser des listes noires et les trafiquants n'ont pas d'autre choix que de se rendre. Très rapidement, cependant, à partir du 1^{er} février 2003, les morts s'accumulent. Pour la police, la majorité des victimes ont été tuées au cours de règlements de comptes entre trafiquants, même si elle reconnaît avoir tiré dans 68 cas en légitime défense. Officiellement, à la fin de la campagne, la plupart des 2 637 tués l'ont été par balle au cours d'exécutions, classiques en Thaïlande, par des hommes armés en motocyclette.

En décembre 2003, Thaksin peut se féliciter d'avoir fait arrêter 52 374 personnes, envoyé 327 224 toxicomanes en cure et saisi 3,7 milliards de bahts d'argent sale⁵⁴. Seul le roi de Thaïlande, Bhumibol Adulyadej, demande lors de son traditionnel discours d'anniversaire le 5 décembre que la police fournisse des détails sur les quelque 2 600 morts recensés, parce que « le scepticisme demeure ». Le souverain, pour autant, ne s'opposera pas frontalement au Premier ministre. En dépit des protestations des travailleurs sociaux, de la Commission des droits de l'homme et du siège régional des Nations unies à Bangkok, la guerre anti-drogue a été largement soutenue dans l'opinion, les prix des amphétamines ont explosé et le trafic, en particulier dans les établissements scolaires, a été réduit à zéro. Outre que la méthode rappelle à bien des égards les escadrons de la mort de militaires qui abattaient des paysans acquis à la cause communiste dans le Nord-Est durant les années 1970, la guerre anti-drogue est un message très clair adressé à tous ceux qui seraient tentés par la contestation : comme pendant les pires années de la dictature, l'Etat thaïlandais détient le monopole de la violence physique légitime⁵⁵. Thaksin montre ainsi qu'il est un héritier de la tradition violente et autoritaire des années 1970, époque de sa formation à l'école de police et à l'académie militaire.

⁵³ *The Nation*, 5 mars 2003.

⁵⁴ *The Nation*, 3 décembre 2003.

⁵⁵ Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thaksin : the Business of Politics in Thailand*, op. cit., p. 167.

Notons aussi que cette campagne a pu être inspirée à Thaksin par des mesures de lutte anti-narcotique prises par les militaires thaïlandais dès 1999-2000, en particulier à la frontière birmane, au nom de la préservation de la « sécurité nationale ». Le général Sampao Chusri, alors commandant suprême des forces armées thaïlandaises, avait indiqué que « le roi, inquiet de la propagation des drogues dans le pays, souhait[ait] que les militaires soient directement impliqués dans la lutte anti-narcotique »⁵⁶.

On retrouve ainsi bien des similitudes entre le discours des militaires des années 1970 en guerre contre l'insurrection communiste et celui tenu aujourd'hui dans la lutte anti-drogue. Les officiers supérieurs s'y définissent comme des « médecins du corps social » qui, dans un cas comme dans l'autre, en soignent les plaies physiques et morales. Comparé au communisme, le trafic de drogue ne serait qu'« une autre forme de destruction sociale »⁵⁷.

Le contrôle de la bureaucratie militaire et civile

– Le retour de généraux politisés ? Il ne s'agit pas ici de retracer l'histoire des dictatures militaires que la Thaïlande a connues en quatre décennies⁵⁸. Rappelons simplement qu'à partir de 1938 et de la mise à l'écart de la faction civile du gouvernement emmenée par Pridi Banomyong, les militaires, tantôt anti-monarchistes, tantôt composant avec le Palais, ne vont plus lâcher le pouvoir jusqu'aux années 1970. Les régimes militaires se succèdent au gré des coups d'Etat (onze entre 1932 et 1971), devenus « un moyen institutionnalisé offert aux dirigeants d'alterner au pouvoir tout en gardant sous contrôle les institutions populaires participatives »⁵⁹. Les années 1950 et 1960 ne sont pas seulement celles de dictatures militaires qui s'enchaînent, elles alimentent d'abord un cercle vicieux caractéristique du système politique thaïlandais : les militaires orchestrent ou mènent des coups d'Etat, abrogent les Constitutions en vigueur, rétablissent un semblant d'institutions démocratiques, organisent des scrutins électoraux dont le résultat, finalement, leur échappe et reconduisent un coup d'Etat pour éviter une crise politique réelle ou imaginaire, prétextant que la « sécurité nationale » est en péril. La Thaïlande semble incarner à merveille ce mode d'intervention des militaires en politique. Les coups d'Etat de 1933, 1938, 1947, 1948, 1951, 1957 et 1958 sont des moyens bien compris d'alternance entre différentes cliques et factions de la bureaucratie militaire, écartant tout autre groupe issu de la haute fonction publique civile. Les militaires sont alors non seulement l'unique source du pouvoir mais aussi l'unique instrument de changement politique.

⁵⁶ *Bangkok Post*, 9 novembre 2000.

⁵⁷ C'est en tout cas ce que pense le général Mongkol Ampornpisith, ancien commandant suprême de l'armée (cité par le *Bangkok Post*, 29 août 2000).

⁵⁸ Arnaud Dubus et Nicolas Revise, *Armée du peuple, armée du Roi : les militaires face à la société en Indonésie et en Thaïlande*, Bangkok, Paris, Irasec, L'Harmattan, 2002.

⁵⁹ Chai-anan Samudavanija et Sukhumbhand Paribatra, « Thailand : liberalization without democracy », in James W. Morley, *Driven by Growth. Political Change in the Asia-Pacific Region*, New York, Londres, Armonk, 1993, p. 125.

Et même si ce monopole de l'exercice du pouvoir va profondément s'effriter à partir des grandes contestations étudiantes d'octobre 1973 et d'octobre 1976, les généraux demeurent extrêmement politisés tout au long des années 1980. Ils tenteront par deux fois, sans succès, en 1981 et en 1985, de renverser le gouvernement du général Prem Tinsulanond (1980-1988), puis interviendront brutalement le 23 février 1991 pour se débarrasser de celui de Chatichai Chounhavan. Il faudra en passer par la répression sanglante des manifestations démocratiques de mai 1992 pour que les généraux se replient dans leurs casernes et amorcent un processus de dépolitisation. L'ancien Premier ministre Chuan Leekpai (1997-2001), en charge également du portefeuille de la Défense – une première pour un civil –, poursuivra la dépolitisation de l'armée grâce à l'action de son homme de confiance, le général Surayud Chulanont, commandant en chef de l'armée de terre entre 1998 et 2002.

Cette volonté de professionnaliser les militaires et de les tenir à l'écart de toute interférence politique semble n'avoir été qu'une parenthèse. Dès sa prise de fonction début 2001, le ministre de la Défense, le général Chaovalit Yongchaiyudh, dont ce fut le grand retour sur la scène politique, s'est engagé à rétablir le principe de « séniorité » pour les nominations à l'état-major. En clair, le nouveau ministre veut casser le principe de méritocratie instauré par son prédécesseur pour lui substituer le rétablissement d'un système de patronage, d'un « esprit de camaraderie », de classe et de « fraternité ». Les critiques y verront le risque d'un retour des cliques et des factions, propice à toutes les interférences politiques.

Au départ pourtant, en 2001, Thaksin ne mène pas de chasse aux sorcières. Le général Surayud reste en place. Mais, très vite, le Premier ministre fait montre de son agacement devant l'autonomie affichée de l'armée de terre dans sa politique de sécurité aux frontières à l'égard de la Birmanie, qui va à l'encontre de sa volonté de normaliser ses relations avec l'« ennemi héréditaire » de la Thaïlande⁶⁰. Le général Surayud est démis de ses fonctions un an avant le terme de son mandat et nommé commandant suprême des forces armées le 1^{er} octobre 2002, un poste largement honorifique. Son successeur, le général Somdhat Attanand, qui n'est pas dans la ligne de succession directe mais qui a le soutien du Premier ministre et du ministre de la Défense, s'empresse alors de préciser que, sous son commandement, « l'armée de terre suivra strictement la politique gouvernementale et ne fera rien qui puisse altérer les relations entre la Thaïlande et la Birmanie »⁶¹. Il ajoute une considération personnelle intéressante au regard des relations entre civils et militaires :

« L'époque actuelle est celle des [hommes] politiques qui dirigent les militaires. Ainsi, nous devons suivre les

⁶⁰ Plusieurs incidents frontaliers, en février 2001 et août 2002, ont opposé des soldats thaïlandais et des unités de l'armée birmane par groupes ethniques interposés, les *Was* (producteurs d'amphétamines), soutenus par les Birmans, et les Shans, aidés (en dépit de leur dénégarion) par des unités de l'armée thaïlandaise.

⁶¹ « Army to toe government line on Rangoon », *Bangkok Post*, 6 août 2002. Voir aussi « 'Buffer state' policy against Burma to end », *Bangkok Post*, 9 juin 2002.

ordres ou les politiques du gouvernement »⁶².

Le Premier ministre fait aussi nommer deux de ses cousins germains à des postes de haut commandement et accélère l'avancement d'anciens camarades de sa promotion au sein de l'académie militaire. En août 2003, le général Chaisit Shinawatra devient ainsi commandant en chef de l'armée, sautant plusieurs échelons hiérarchiques, puis commandant suprême le 1^{er} octobre 2003⁶³. En intervenant dans les nominations de l'état-major, Thaksin semble faire la démonstration qu'il n'agit pas en civil soumettant les forces armées à son autorité constitutionnelle mais plutôt en homme politique désireux de contrôler une institution. Selon M. Panitan⁶⁴, « avec l'ampleur de son mandat électoral, il veut faire de la bureaucratie militaire un outil de sa puissance ». Il s'agit là d'un « contrôle politique et non civil sur les forces armées. Et ce n'est pas très sain », estime un autre analyste⁶⁵.

– La toute-puissante administration politisée ? Ce n'est pas la première fois que le gouvernement cherche à contrôler l'imposante bureaucratie thaïlandaise : le Premier ministre Chatichai Chounhavan (1988-1991) avait déjà tenté de le faire. Mais Thaksin va agir plus brutalement, arguant de l'inefficacité, de la lenteur et de l'obstacle que l'administration représenterait pour le développement de la démocratie⁶⁶. Au départ, les réformes de simplification de la structure bureaucratique sont saluées pour les économies de coût qu'elles dégagent. Cependant, très vite, se fait jour la volonté d'un contrôle plus étroit de l'exécutif gouvernemental sur l'administration. Certaines institutions administratives sont court-circuitées⁶⁷, les commissions indépendantes créées par la Constitution (commissions anti-corruption, électorale, des droits de l'homme...) sont neutralisées par la nomination de membres proches du pouvoir politique, des hommes d'affaires sont placés à des postes occupés traditionnellement par de hauts fonctionnaires. L'objectif affiché est de rendre l'administration plus réactive aux décisions politiques. Certains bastions, comme le ministère des Finances ou, surtout, des Affaires étrangères, ont réussi à résister à l'offensive. Pour autant, des fonctionnaires ont

⁶² *Bangkok Post*, 6 août 2002.

« Thai Defense minister defends PM's cousin's appointment as army chief », *Agence France-Presse*, 28 août 2003. Voir aussi « Thai PM's relatives and peers promoted in military reshuffle », *Agence France-Presse*, 29 septembre 2002.

⁶⁴ Entretien du 24 juin 2003 avec le professeur Panitan Wattanayagorn, spécialiste de la défense à l'université Chulalongkorn de Bangkok et conseiller du Premier ministre Chuan Leekpai entre 1997 et 2001.

⁶⁵ Entretien avec Robert Karniol, rédacteur pour l'Asie de la revue spécialisée *Jane's Defense Weekly*, 25 juin 2003.

⁶⁶ James Ockey, « State, bureaucracy and polity in modern Thai politics », *Journal of Contemporary Asia*, 34 (2), 2004, p. 143.

⁶⁷ C'est le cas de la NESDB, organisme de statistiques et de prévisions qui avait fourni des projections de croissance moins optimistes que celles du Premier ministre.

démissionné, d'autres se sont encartés au TRT. La presse a également divulgué des listes de fonctionnaires établies dans les provinces en fonction de leur orientation politique⁶⁸. Enfin, la volonté de Thaksin de mettre à la retraite anticipée les fonctionnaires les « moins productifs » ou de poursuivre les plus corrompus n'a pas tenu toutes ses promesses. « On peut douter de l'efficacité d'une mise au pas de l'administration civile, le fonctionnaire moyen thaïlandais n'étant pas vraiment enclin à la révolution permanente », estime un analyste⁶⁹.

FACE A THAKSIN, UNE SOCIETE CIVILE CAPABLE DE SE MOBILISER MAIS UNE DEMOCRATIE NON CONSOLIDEE

Les partis politiques, facteurs de démocratisation ?

Dans l'une de ses études du système politique thaïlandais, le chercheur Duncan Mc Cargo se sert d'une typologie classique des partis politiques, qu'il range en « partis réels » et en « partis authentiques »⁷⁰. Des chercheurs thaïlandais ont, les premiers, jugé que les partis politiques de leur pays ne possédaient en rien les caractéristiques d'organisations « réelles » : manquant notamment de principes et de directives claires et cohérentes, victimes de la désunion de leurs membres et de la prédominance de quelques personnalités, souffrant d'une absence de soutien populaire⁷¹, ils seraient

⁶⁸ Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thaksin : the Business of Politics in Thailand*, op. cit., p. 186.

⁶⁹ Entretien du 6 juillet 2004 avec Laurent Malespine, journaliste chez Bloomberg à Bangkok, installé depuis une quinzaine d'années en Thaïlande et grand connaisseur de la vie politique du royaume.

⁷⁰ Duncan Mc Cargo, « Thailand's political parties. Real, authentic and actual », in Kevin Hewison (ed.), *Political Change in Thailand : Democracy and Participation*, Londres, New York, Routledge, 1997, p. 114. Les « partis réels » appartiennent au modèle dit « rationnel » : ce sont des organisations de professionnels avec une structure sophistiquée, des échelons locaux, une hiérarchie, de nombreux adhérents, une idéologie cohérente et l'objectif de la prise du pouvoir. Les « partis authentiques », associés au modèle dit « naturel », reposent au contraire exclusivement sur la personnalité de leurs dirigeants, ce sont des machines financières montées pour les besoins des élections qui manquent cruellement d'ossature organisationnelle et de plateforme programmatique. Alors que les « partis réels » définissent un objectif rationnel à atteindre, les « partis authentiques » sont constamment contraints de s'adapter et de répondre à des aspirations et à des tensions concurrentes.

⁷¹ Voir Kanok Wongtrangan, *Thai Political Parties*, Bangkok, Chulalongkorn University Press, 1993, et Kramol Tongdhamachart, *Towards a Political Party Theory in Thai Perspective*, Singapour, Maruzen Asia, 1982.

davantage conformes au modèle d'organisations « authentiques », dirigées par des personnalités hautes en couleur et intégrées dans de vastes systèmes de collusions.

Selon Mc Cargo, universitaires et médias pèchent par un excès de comparatisme avec des partis occidentaux comme le SPD allemand ou le Parti conservateur britannique. Mc Cargo avance que l'opposition authentique/réel n'est pas forcément pertinente et que les partis thaïlandais seraient plutôt une alchimie des deux⁷². Ils sont en constante mutation, à la fois comme organisations politiques rationnelles dont les professionnels poursuivent un objectif spécifique (la prise de pouvoir), et comme associations répondant à des courants internes contraires et tentant de les concilier pour assurer leur équilibre. On peut alors faire l'hypothèse que la fluidité, la constante transformation des partis thaïlandais depuis soixante ans sont des éléments constitutifs de la démocratisation du pays.

L'acte de naissance du premier parti politique thaïlandais peut être situé en 1932, lorsque le Parti du peuple, coalition de bureaucrates civils et militaires, renverse la monarchie absolue pour lui substituer une monarchie constitutionnelle. Le pouvoir militaire, dès la fin des années 1930, considère les partis comme des organisations illégitimes et non représentatives ; par crainte qu'ils soient utilisés par les aristocrates monarchistes et par les milieux d'affaires chinois, il les interdira entre 1933 et 1945, puis entre 1958 et 1968. Ce n'est que sous la pression d'une société civile émergente et du roi que les militaires consentiront à les légaliser pour les élections de 1969⁷³.

Pour autant, dès la loi sur les partis en 1968, ces derniers apparaissent à la fois « nombreux, faibles, éphémères et à vocations multiples », leur survie semblant surtout dépendre de leur fondateur⁷⁴. Beaucoup de politiciens provinciaux préféreraient en outre se présenter sans étiquette partisane, étant certains de rassembler les suffrages sur le prestige de leur nom, grâce à leurs actions sur le terrain. Les législations successives (1968, 1974, 1981, 1992 et 1998) obligent cependant les candidats à concourir sous la bannière d'un parti politique. Au total, 155 partis ont été créés en Thaïlande depuis 1946, dont seulement une douzaine ont survécu, regroupant en 1997 quelque 2,6 millions de citoyens, soit 4 % de la population totale⁷⁵.

• Le Parti démocrate et le Parti du nouvel espoir

Le Parti démocrate (*Phak Prachathipat*) semble se rapprocher de l'idéal type des partis politiques occidentaux. Fondé en 1946 par des aristocrates royalistes, le plus ancien parti politique thaïlandais a été tour à tour le représentant d'une « opposition loyale » et d'un « gouvernement loyal »⁷⁶. Il s'est forgé une posture progressiste dans les années de

⁷² Duncan Mc Cargo, « Thailand's political parties. Real, authentic and actual », *op. cit.*, p. 121.

⁷³ *Ibid.*, p. 115.

⁷⁴ Jean Baffie, « La politique en Thaïlande », in Stéphane Dovert (dir.), *Thaïlande contemporaine*, Bangkok, Paris, Irasec, L'Harmattan, 2001, p. 109.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 110.

⁷⁶ Duncan Mc Cargo, « Thailand's political parties. Real, authentic and actual », *op. cit.*, p. 124.

dictature militaire. Trois de ses dirigeants ont été Premier ministre, mais sa légitimité dépasse largement les personnalités et la longévité politique de ses leaders. Royaliste, opposé au pouvoir politique des militaires, partisan de l'économie de marché, bourgeois, urbain, le Parti démocrate n'a pas échappé aux conflits internes dans les années 1980. Afin d'accroître le nombre de ses antennes locales et de ses adhérents (172 et 395 000 en 1997), il s'était renforcé dans les années 1980-1990 à Bangkok, son bastion traditionnel, mais aussi dans le Sud, où se concentre une forte minorité musulmane. Après la répression de mai 1992, il a remporté les élections de septembre. Chuan Leekpai, Premier ministre entre 1992 et 1995, puis de nouveau entre 1997 et 2001, s'était affiché alors sous le slogan : « Je crois au système parlementaire »⁷⁷.

Néanmoins, le Parti démocrate a souvent manqué d'élan réformateur au pouvoir. Ses concurrents se sont souvent montrés bien plus actifs sans bénéficier d'un soutien partisan aussi large. Tant en 1995 qu'en 2001, lorsqu'il perd les élections, Chuan Leekpai sera brocardé pour sa « passivité », son « incapacité à trancher »⁷⁸. Selon Mc Cargo, le Parti démocrate a même érigé cette « passivité » en règle de conduite, préférant le *statu quo* en défendant les « principes démocratiques » d'une partie de son électorat bourgeois de Bangkok, plutôt que d'engager des réformes audacieuses⁷⁹. Usé par la crise de 1997, écrasé par quatre années de gouvernement Thaksin, dirigé par une personnalité insipide, il a été laminé le 6 février 2005 en recueillant moins de 100 sièges.

La démocratisation a également produit un parti original, le Parti du nouvel espoir (NAP), fondé en octobre 1990 par le général Chaovalit Yongchaiyudh (commandant en chef de l'armée d'octobre 1986 à mars 1990). Son ascension montre que les passerelles entre l'élite militaire et le champ politique fonctionnent encore à plein à la fin des années 1980. Le général Chaovalit quitte l'armée en mars 1990 pour rejoindre le gouvernement de Chatichai Chounhavan, puis créer son parti en octobre. D'emblée, le NAP est conçu comme une structure sophistiquée dont le but est la conquête du pouvoir. Réputé pour son ingéniosité politique lors de la lutte anticommuniste, le général Chaovalit a fait la promesse de ne jamais conduire de coup d'État tant qu'il serait à la tête de l'armée. Transformé en professionnel de la politique, il s'est engagé à respecter les règles du jeu du système parlementaire. Admirateur du parti indonésien *Golkar*, canal politique des militaires à la retraite, le général Chaovalit va bâtir une véritable machine électorale, regroupant près de 1,7 million d'adhérents en 1997, respectueuse, d'après ses statuts, du système démocratique et de la monarchie constitutionnelle, et dotée d'une très forte structure organisationnelle. En outre, le parti ne repose pas exclusivement sur la personnalité de ses dirigeants. Conseillé par des juristes publicistes et des constitutionnalistes (certains formés en France), Chaovalit a bien perçu la faiblesse institutionnelle des partis politiques et rêve de bâtir une organisation de masse. Ses prises de position anti-junte en mai 1992 lui permettront peu à peu de consolider son

⁷⁷ *Ibid.*, p. 122.

⁷⁸ Pour reprendre les critiques récurrentes lorsque l'on interroge des observateurs de la vie politique thaïlandaise.

⁷⁹ Duncan Mc Cargo, « Thailand's political parties. Real, authentic and actual », *op. cit.*, p. 124.

réseau et de gagner de plus en plus de sièges dans les années 1990, jusqu'à sa victoire en novembre 1996. Le général Chaovalit restera Premier ministre jusqu'à la crise asiatique. Malgré sa très bonne organisation, le NAP, lui aussi victime de fortes rivalités internes et de tensions autour de son mode de financement, sera finalement avalé par le TRT de Thaksin.

• **Le TRT, vers un système de parti unique ?**

Même s'il existe des études du TRT en thaï, on ne sait pas grand-chose du fonctionnement précis de cette organisation politique, qui se rapproche du modèle de parti de masse. Le recrutement de ses adhérents s'est fait avant les élections *via* le système de vente en pyramide. En 2003, le TRT revendique, selon la commission électorale, 10,9 millions d'encartés, un chiffre colossal pour un parti thaïlandais. Pour autant, par rapport à son rival le Parti démocrate, il n'a pas de maillage dans le pays : il ne possède que trois antennes sur Bangkok et neuf en province, contre 193 pour son concurrent⁸⁰. On l'a vu, Thaksin s'est emparé dans les années 1990 de la structure du *Phalang Dharma* de Chamlong, auquel il a adjoint celle de son empire des télécommunications. Beaucoup de cadres du TRT sont des anciens employés de *Shin Corp*. « Thaksin a construit son empire comme une secte et est révééré comme un gourou tant dans son entreprise que dans son parti »⁸¹. Il a également fait entrer les partis dans l'âge du *big business*. Le TRT faisait état en 2003 de 30,6 millions de bahts de donations, dont la moitié par l'épouse de Thaksin. Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'argent versé à tous les députés du parti par *Shin Corp*⁸².

Aucun constitutionnaliste n'avait prévu que le texte de 1997 favoriserait l'émergence de formations partisans imposantes comme le TRT, avec le risque aujourd'hui d'un système de parti, sinon unique, du moins pivot et dominant, à l'instar de l'UMNO en Malaisie. On peut tout de même tabler sur un redressement du Parti démocrate régénéré avec le quadragénaire Abhisit Vejjajiva à sa tête et l'émergence d'un système bipartite. L'avenir dira si le TRT perdurera comme le Parti républicain américain, machine électorale soutenue par les grands groupes, ou périlitera comme le Parti révolutionnaire institutionnel mexicain, trop imposant et miné par la corruption.

Jusqu'au triomphe du TRT en 2001, l'incapacité, par exemple, du Parti démocrate et du NAP à « institutionnaliser » leurs rôles explique en partie la « démocratisation limitée » du pays, selon l'ancien vice-ministre démocrate des Affaires étrangères, Sukhumbhand Paribatra⁸³. Celui-ci a décrit la décennie 1980 comme celle de la « libéralisation sans

⁸⁰ Chiffres fournis par les sites Internet des partis en avril 2004.

⁸¹ Entretien avec Laurent Malespine, journaliste et spécialiste du système politique thaïlandais, 6 juillet 2004.

⁸² Quelque 200 000 bahts par député et par mois, soit au total entre 600 et 900 millions de bahts par an, selon la presse.

⁸³ Sukhumbhand Paribatra, « State and society in Thailand : how fragile the Democracy ? », *Asian Survey*,

démocratie », caractérisée par un déséquilibre persistant entre les groupes d'intérêt, les lobbies, les partis politiques et l'appareil d'Etat contrôlé par la bureaucratie civile et militaire⁸⁴. De fait, les partis politiques thaïlandais « ont très peu œuvré pour convertir les aspirations sociétales en programmes idéologiques et les transmettre ensuite dans l'enceinte parlementaire »⁸⁵.

Une société capable de se mobiliser

A trois reprises au moins, de façon spectaculaire en octobre 1973, octobre 1976 et en mai 1992, la société civile thaïlandaise a fait la démonstration de sa capacité à se mobiliser pour renverser des dictatures militaires. Ce détour par l'Histoire s'impose pour tenter de montrer qu'aujourd'hui, face à un dirigeant politique aussi puissant que Thaksin Shinawatra, elle n'est pas sans armes. Elle est structurée, son maillage est serré et elle a plusieurs fois, et souvent de manière inattendue, prouvé qu'elle savait s'organiser face au pouvoir exécutif. Cette participation politique est le résultat d'une greffe démocratique qui a partiellement pris en Thaïlande grâce à la structuration sociale.

• La greffe démocratique par la structuration du social

Pour tout un courant de la science politique, il existe une corrélation entre le développement de la société civile, et en particulier les associations, les syndicats ou les fondations, et la démocratisation⁸⁶. Dans le cas thaïlandais, beaucoup d'auteurs, à la fin des années 1990, voient dans le tissu d'ONG de protection de l'environnement, d'associations rurales et de fondations diverses un agent fondamental de la démocratisation, plus pertinent même que les milieux d'affaires, les classes bourgeoises de Bangkok ou les partis politiques. La crise économique de 1997 en particulier, dont on a vu qu'elle a, paradoxalement, fait avancer les réformes démocratiques, a favorisé l'émergence de mouvements revendicatifs, notamment dans le monde rural. Parmi eux, on trouve l'Assemblée des pauvres et la Fédération des paysans de Thaïlande⁸⁷. Mais

33 (9), 1993, pp. 884-892.

⁸⁴ Chai-anan Samudavanija et Sukhumbhand Paribatra, *op. cit.*, p. 134.

⁸⁵ William Case, *op. cit.*, p. 160.

⁸⁶ Robert Putnam, *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1992. Relevant un lien entre la plus forte densité d'associations dans le nord de l'Italie et le républicanisme des cités de Gènes ou de Venise, Putnam fait l'hypothèse que la démocratie a plus de chances de se greffer là où il existe un sens ou une tradition de l'association.

⁸⁷ William Case, *op. cit.*, p. 168. L'Assemblée des pauvres est un mouvement rural du Nord-Est mal connu et peu étudié qui s'est fait remarquer par les médias en campant pendant plusieurs mois devant le siège du

cette structuration de la société civile remonte plus loin.

L'émergence des ONG

On peut dater l'émergence des ONG de la fin des années 1960, lorsque l'amorce de développement économique et la multiplication des infrastructures (routes, adductions d'eau, électrification) provoquent, déjà, un déséquilibre entre les centres urbains et le monde rural⁸⁸. La Thaïlande des années 1970 « n'est déjà plus seulement une société bucolique, rurale et productrice de riz » mais un pays à la structure professionnelle diversifiée, avec « des ingénieurs et des chimistes aux côtés de paysans et de pêcheurs »⁸⁹. A cette époque, plusieurs ONG de développement rural voient le jour, souvent à l'initiative d'intellectuels de Bangkok acquis aux idées maoïstes. Un certain nombre d'étudiants, qui mèneront les manifestations d'octobre 1973, s'intègrent également à ce tissu associatif. L'intermède démocratique de 1973-1976 est l'occasion d'une incroyable éclosion de journaux, fanzines, groupes de réflexion et d'ONG toujours centrées sur le développement rural. Certaines sont bouddhistes, d'autres catholiques ou protestantes⁹⁰.

Avec l'émergence de groupes tels que l'Union des libertés civiles, dirigée par les premiers étudiants organisés en association de défense des droits de l'homme, les ONG se politisent. Les valeurs démocratiques commencent à se diffuser et à se disséminer dans les campagnes. Choqués par certains effets néfastes du développement économique dans les villages, les inégalités sociales, la répression des autorités locales, beaucoup d'étudiants « gauchistes », pour l'essentiel influencés par le Parti communiste thaïlandais (PCT), choisissent alors non seulement de s'investir dans la défense du monde rural mais aussi d'engager une confrontation avec le gouvernement⁹¹. Certains étudiants radicaux s'installent dans des villages du nord-est ou du nord du pays, tentant de mobiliser les paysans ou de créer des coordinations avec les ouvriers. Outre la critique des impacts néfastes des politiques de développement, les limites du système parlementaire sont également prises pour cible.

Les syndicats

Sur le front syndical, il semble également que la greffe démocratique soit en partie liée à l'irruption d'associations professionnelles de défense du nouveau prolétariat ouvrier. A partir de 1972, les manifestations contre les bas salaires et les conditions de travail se

gouvernement. Seul Thaksin a eu l'intelligence tactique d'aller à leur rencontre peu avant les législatives de 2001. Sur ce mouvement, on peut se référer à Bruce D. Misingham, *The Assembly of the Poor in Thailand : From Local Struggles to National Protest Movement*, Chiang Mai, Silkworm Books, 2003.

⁸⁸ Prudhisan Jumbala et Maneerat Mitprasat, « Non-governmental development organisations », in Kevin Hewison (ed.), *op. cit.*, p. 197.

⁸⁹ David Wyatt, *op. cit.*, p. 293.

⁹⁰ Prudhisan Jumbala et Maneerat Mitprasat, *op. cit.*, p. 198.

⁹¹ *Ibid.*

multiplient dans tout le royaume, et principalement dans la ceinture industrielle de Bangkok⁹². Sous la pression de l'Organisation internationale du travail (OIT), la junte militaire promulgue une nouvelle législation instaurant salaires minimums, congés maladie, et légalisant les associations syndicales – il s'agit de syndicats cantonnés à une seule entreprise, non de syndicats nationaux ou par branche⁹³.

Entre 1972 et 1975, pas moins de 45 associations syndicales voient le jour, regroupant plusieurs dizaines de milliers de travailleurs des entreprises publiques (chemins de fer, électricité, eau, tabac...). Des « associations syndicales » se forment également dans le secteur privé, dans l'industrie textile et la chimie. A la suite du premier choc pétrolier en 1973, de mauvaises récoltes, d'un excédent de riz et d'une inflation galopante, les agitations sociales se multiplient : en 1973, la Thaïlande connaît 501 grèves impliquant 118 000 travailleurs pour un total de 297 000 jours perdus (en 1972, elle avait enregistré seulement 34 grèves menées par 7 800 salariés, causant la perte de 19 900 journées de travail⁹⁴). En 1974 et 1975, en dépit de (ou grâce à) la chute de la dictature militaire, le nombre de journées perdues explose, pour atteindre 507 000 et 773 000, même si le nombre total des grévistes se réduit. Comme les paysans du Nord et du Nord-Est, les ouvriers thaïlandais, en particulier ceux du textile, reçoivent le soutien des étudiants de gauche de Bangkok. Cette alliance pour une amélioration générale des salaires et des conditions de travail perdurera jusqu'au second semestre 1975, date à laquelle le front étudiant se fissure⁹⁵.

Il est certain que cette myriade d'associations et de syndicats a contribué au processus de démocratisation en Thaïlande dans les années 1970. Sans cette structuration sociale, sans ce tissu associatif même incomplet, la greffe démocratique n'aurait sans doute pas pris⁹⁶. Tous les ingrédients semblent réunis pour que, à l'orée des années 1970, des premières mobilisations se fassent jour contre le monopole économique et politique des militaires. Cette contestation sera menée, à deux reprises, par les étudiants en octobre 1973 et en octobre 1976.

⁹² Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thailand : Economy and Politics*, *op. cit.*, p. 191.

⁹³ Notons que cette situation prévalait encore en 2003.

⁹⁴ Chiffres tirés du Département du travail thaïlandais, cités par Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thailand : Economy and Politics*, *op. cit.*, p. 192.

⁹⁵ Sur cette alliance entre ouvriers et étudiants, voir *ibid.*, pp. 191-199. Sur le climat particulier des années 1970, notamment sur la libération des mœurs, voir également l'un des rares romans thaïlandais traduits en français : Saneh Sangsuk, *L'Ombre blanche*, Paris, Le Seuil, 2001.

⁹⁶ Greffe démocratique ne signifie évidemment pas que le système démocratique soit « consolidé », pour reprendre l'expression de William Case, « an unconsolidated democracy ».

- **Trois mobilisations politiques, trois événements fondateurs : octobre 1973, octobre 1976, mai 1992**

Les coups de boutoir estudiantins :

le printemps démocratique d'octobre 1973 à octobre 1976

Le début des années 1970 marque un tournant profond dans la chronologie de la Thaïlande, alors en pleine mutation socio-économique. Le pays connaît une croissance démographique exceptionnelle. Sous-peuplé avant la Seconde Guerre mondiale, il voit sa population doubler en une génération : le royaume comptait 14,5 millions d'habitants en 1937, 18 millions en 1947, 26 millions en 1960 et plus de 34 millions en 1970⁹⁷. Malgré une baisse spectaculaire de la mortalité dans les années 1960, la Thaïlande n'a pas encore opéré sa transition démographique et le taux de natalité demeure élevé : près de la moitié de la population a alors moins de 20 ans. De plus, la répartition villes/campagnes est en train de s'inverser : Bangkok concentre près de 2,5 millions d'habitants en 1970, soit 7,3 % de la population totale, contre 780 000 en 1947, ce qui revient à 4,4 % des Thaïlandais. Les ménages ruraux ne représentent plus que 63 % de la totalité des foyers thaïlandais en 1970 (55 % en 1980), contre plus de 80 % en 1947 et 74 % en 1960.

L'économie du royaume est également en pleine diversification. Les secteurs industriel et manufacturier concurrencent de plus en plus les activités agricoles, pour représenter en 1970 plus d'un tiers du chiffre d'affaires des exportations du pays. Si les ventes de riz ou de caoutchouc à l'étranger restent prédominantes, l'économie se complexifie, créant de nouvelles catégories socioprofessionnelles. Parallèlement, le niveau d'éducation s'élève de manière significative : en 1970, le taux d'alphabétisation atteint 89 % de la population âgée de plus de 10 ans, contre 68 % en 1947 et 47 % en 1937, et le nombre de lycéens et d'étudiants connaît sur cette période des croissances exponentielles.

Au début des années 1970, les étudiants vont avoir raison de la junte militaire du dictateur Thanom Kittikachorn (1963-1973). En une décennie, le nombre des universités a triplé et celui des étudiants a été multiplié par huit⁹⁸. Séminaires, publications, associations fleurissent. A partir de juin 1973, alors que l'armée a de nouveau dissous l'Assemblée, les manifestations se multiplient sur les campus de Ramkhamhaeng et de Thammasat (Bangkok), réunissant plusieurs centaines de milliers de personnes. Les manifestants réclament un desserrement du régime, en particulier sur les libertés publiques. Le 14 octobre, la contestation précipite la chute des dictateurs Thanom Kittikachorn et Phrapat Charusathien, qui fuient le pays.

Pour la première fois depuis le Premier ministre Pridi Banomyong (1946), des civils accèdent au poste de chef du gouvernement (successivement Sanya Thammasak, Seni Pramoj et Kukrit Pramoj). Les libertés d'expression, de réunion, de communication sont rétablies. Sur le plan extérieur, le nouveau régime s'emploie à se dégager de la tutelle militaire américaine et à négocier l'ouverture de relations diplomatiques avec la Chine.

⁹⁷ *Statistical Yearbook Thailand.*

⁹⁸ Entre 1961 et 1972, le nombre d'étudiants passe de 15 000 à 100 000 et le nombre d'universités de cinq à dix-sept.

Mais le pouvoir civil ne maîtrise qu'une infime partie du jeu politique. Dès le départ de Thanom, l'intellectuel bouddhiste et tiers-mondiste Sulak Sivaraksa met en garde ses concitoyens : la victoire des étudiants est incomplète et l'armée, si elle adopte un profil bas, est toujours aux commandes ; elle « reste un Etat dans l'Etat et sa structure demeure oppressive »⁹⁹. Pendant trois ans, une atmosphère de liberté sans précédent se diffuse dans le royaume. Mais, dès 1975, le radicalisme des étudiants alliés au Parti communiste thaïlandais (PCT) commence à effrayer la coalition au pouvoir de royalistes modérés et de milieux d'affaires¹⁰⁰. La société thaïlandaise vit dans une complète confusion – que les militaires vont s'employer à entretenir – entre trois éléments : la menace extérieure liée aux enjeux de la guerre froide, la guérilla du PCT et les aspirations progressistes d'une partie de la société civile. Le climat quasiment insurrectionnel dans les campagnes du Nord et du Nord-Est, couplé aux victoires communistes au Laos, au Cambodge et au Vietnam en 1975, inquiète les élites du royaume.

La période de libéralisme politique est stoppée net le 6 octobre 1976 par l'assaut lancé par la police et des milices d'extrême droite contre l'université Thammasat, devenue l'un des bastions des étudiants de gauche. Des centaines d'entre eux sont abattus, leurs corps brûlés ou pendus devant le campus. Les interprétations divergent sur l'origine de l'ordre et l'identité exacte des participants à l'attaque¹⁰¹. Il est en revanche certain qu'une faction de l'armée, celle de Krit Sivara, en a profité pour conduire un coup d'Etat, avec la bénédiction du Palais, dont certains membres apparaissent aux côtés des militaires¹⁰².

⁹⁹ Sulak Sivaraksa, *Loyalty Demands Dissent*, Berkeley, Parallax Press, 1998, p. 140. Sulak Sivaraksa a confirmé cette citation à l'occasion d'un portrait que l'auteur lui a consacré : « Sulak, l'éveilleur social », *L'Actualité des religions*, décembre 1999.

¹⁰⁰ Après la répression d'octobre 1976, face aux campagnes d'assassinats menées par les différentes milices paramilitaires, beaucoup d'étudiants, de syndicalistes et de leaders paysans qui avaient jusque-là cru pouvoir, par leur seule action militante, provoquer un changement de société, optèrent pour la lutte armée. Ainsi, de 2 000 à 3 000 d'entre eux, pour moitié des étudiants, partirent dans la jungle rejoindre l'insurrection du PCT. Au faite de sa puissance, en 1979, la guérilla communiste a compté jusqu'à 14 000 hommes en armes. Très vite, les différences idéologiques entre les nouveaux venus et les vétérans de l'insurrection, férus de maoïsme, affaiblissent le mouvement. Les divergences internes au parti deviennent aiguës lorsque, en décembre 1978, celui-ci doit définir sa position vis-à-vis de l'invasion vietnamienne au Cambodge, alors sous la domination des Khmers rouges. Une faction provietnamienne s'oppose alors aux leaders historiques du PCT, pour qui le modèle révolutionnaire chinois reste le seul valable. Les divisions au sein du parti lui sont alors naturellement très préjudiciables ; d'autant que, dans le même temps, le gouvernement chinois choisit d'interrompre son soutien aux confettis de guérillas d'Asie du Sud-Est (à l'exception de celle du PC birman). En l'espèce, Pékin devait se ménager les bonnes grâces de Bangkok pour pouvoir ravitailler ses alliés Khmers rouges en lutte contre l'armée vietnamienne.

¹⁰¹ Le Dr Puey Ungpakorn, alors recteur de l'université Thammasat, a notamment prétendu que l'armée n'a pas été directement impliquée dans la répression sanglante des manifestations étudiantes d'octobre 1976, même si les ordres ont émané du gouvernement Seni Pramoj lui-même.

¹⁰² Sur les événements du 6 octobre 1976, en particulier sur le rôle des Gaurs rouges et sur l'extrémisme de droite de la nouvelle petite bourgeoisie de Bangkok, on se référera à Benedict Anderson, *The Spectre of Comparisons. Nationalism, Southeast Asia and the World*, Londres, Verso, 1998, pp. 139-173.

Une nouvelle Constitution impose une Assemblée entièrement nommée et censée siéger pendant douze ans. Un civil, Thanin Kraivixien, est nommé Premier ministre, mais il est renversé en novembre 1977 par le général Kriangsak Chomanand, commandant suprême de l'armée. Après l'expérience démocratique de 1973-1976, la famille royale et l'armée jugent qu'il est nécessaire de revenir à un gouvernement dominé par les militaires. L'armée estime qu'elle est la seule garante de la stabilité politique et du développement du pays.

Reste que ce printemps démocratique aura été le révélateur de la puissance de mobilisation d'une partie de la société civile, étudiants en tête. Cette période sera également fondatrice pour toute une génération de dirigeants thaïlandais, à l'instar de ce qu'ont pu être les mouvements de 1968 en Europe.

Et c'est ici que le pouvoir de Thaksin Shinawatra apparaît sous son jour le plus ambigu : si ses méthodes comme sa posture politique rappellent à bien des égards celles des dirigeants autoritaires des années 1960-1970, Thaksin s'est également entouré d'anciens leaders des mouvements de contestation étudiants, dont certains lui inspireront une bonne partie de sa politique sociale. Parmi eux, Phumtham Vej Jayachai, ancien étudiant de l'université Chulalongkorn, rencontre Thaksin en 1975 avant de s'engager dans une ONG au lendemain de la répression du 6 octobre 1976. Ayant retrouvé Thaksin à la fin des années 1980, il adhère au parti *Phalang Dharma* avant d'accéder à l'empire des télécommunications que détient la famille Shinawatra. Il deviendra en 1999 le vice-secrétaire général du TRT. Phrapat Panyachatrak, ancien activiste des années 1970, cultivateur d'orchidées, sera quant à lui recruté par Thaksin pour l'aider à bâtir une politique en faveur du secteur rural, ce qui le conduira jusqu'au poste de ministre de l'Agriculture. Thaksin va également s'entourer d'anciens étudiants en médecine qui lui permettront, une génération plus tard, de proposer un volet de couverture sociale universelle pour les plus pauvres.

Les turbulences démocratiques du début des années 1990

Les secousses démocratiques des années 1991-1992 vont être tout aussi révélatrices de la faculté d'une partie de la société civile à se dresser contre l'autoritarisme. Au début de cette décennie, nombre de commentateurs se félicitent de l'essor d'une classe moyenne urbaine qui conteste depuis les années 1970 le monopole politique de l'armée. De fait, aucun coup d'Etat militaire n'a abouti depuis 1977 et la Thaïlande a vécu, entre 1980 et 1988, une période exceptionnellement longue de stabilité parlementaire grâce à la tenue, de manière libre et équitable, de trois élections. Pour un pays qui a connu, entre 1932 et 1988, quarante gouvernements, douze Constitutions et quatorze coups d'Etat, les progrès sont manifestes. En outre, trente-cinq des quarante-trois ministres que compte le gouvernement de Chatichai Chounhavan sont des civils. A l'époque, la presse occidentale juge que le royaume se rapproche du club des démocraties libérales dans lesquelles le pouvoir politique des militaires a été réduit à sa portion congrue. Pour autant, le royaume va connaître en l'espace de deux ans, entre avril 1990 et mai 1992, une période de turbulences démocratiques qui va signer, dans le sang, la fin des ambitions politiques des militaires et l'amorce d'un véritable processus de démocratisation consacré par la Constitution de 1997.

– La crise de 1991-1992 : la fin des ambitions politiques pour les militaires thaïlandais. La

plupart des observateurs estiment au début des années 1990 que l'armée est devenue « professionnelle » pour la seule raison qu'elle n'a renversé aucun gouvernements depuis 1977. Dirigée depuis le 1^{er} avril 1990 par Suchinda Kraprayoun (commandant en chef de l'armée de terre) et Sunthorn Kongsompong (commandant suprême), l'armée commence à s'en prendre au gouvernement Chatichai, qualifié de « buffet cabinet »¹⁰³ pour sa corruption endémique. En novembre 1990, alors que les relations sont au plus bas entre Chatichai et la haute hiérarchie militaire, la rumeur court que Suchinda et Sunthorn vont être démis par le roi à la demande du chef du gouvernement. Le 23 novembre, la radio militaire affirme que les forces armées « ne font plus confiance au Premier ministre ». Sous le prétexte de la « corruption et l'égoïsme des politiciens civils », un groupe de militaires organise le coup d'Etat du 23 février 1991. Chatichai est arrêté arme au poing à l'aéroport de Bangkok par des officiers de l'armée de l'air. En quelques heures, le gouvernement est neutralisé et l'armée s'installe au pouvoir sous la bannière d'un Conseil national pour le maintien de la paix (*National Peacekeeping Council*, NPKC)¹⁰⁴.

Deux interprétations, qui ne sont d'ailleurs pas exclusives l'une de l'autre, ont été avancées pour expliquer ce qui apparaît, à ce jour, comme le dernier coup d'Etat de l'histoire thaïlandaise. L'une pointe une opposition structurelle entre deux groupes sociaux constitués : d'un côté, une classe moyenne urbaine née du boom économique des années 1980, force de soutien au gouvernement Chatichai de 1988 et qui a cassé la domination de la haute fonction publique civile et militaire¹⁰⁵ ; face à elle, une caste de généraux qui n'a pas renoncé à ses ambitions politiques et à la préservation de ses intérêts économiques. Cependant, en renvoyant dos à dos civils et militaires, on oublie que l'intervention de l'armée a bénéficié, dans un premier temps, d'un large soutien (au moins tacitement) de l'opinion publique, ulcérée par la corruption du gouvernement. Avant le coup d'Etat, de nombreux universitaires, membres d'ONG et activistes sociaux ont dénoncé la corruption outrageante du gouvernement Chatichai, et donc par ricochet les « faiblesses » de la démocratie électorale et les risques de « dictature parlementaire »¹⁰⁶.

L'autre explication renvoie aux luttes internes à l'armée entre promotions¹⁰⁷

¹⁰³ L'expression de « buffet cabinet » popularisée à l'époque traduit bien l'atmosphère de « table ouverte » qui régnait au sommet de l'Etat, où chacun venait se servir sans retenue. L'administration Chatichai, en pleine euphorie économique, est considérée comme la plus corrompue et la plus haute en couleur de l'histoire récente de la Thaïlande. Pour une description vivante de la scène politique thaïlandaise, et en particulier de l'atmosphère qui prévalait à la fin des années 1980, voir Guido Franco, « La guerre est finie », in Guido Franco (dir.), *Thaïlande : les larmes du Bouddha*, Paris, Autrement, février 1990, pp. 56 et suiv.

¹⁰⁴ Yoshifumi Tamada, « Coups in Thailand, 1980-1991 : classmates, internal conflicts and relations with the government of the military », *Southeast Asian Studies*, 33 (3), décembre 1995.

¹⁰⁵ C'est la thèse défendue par Anek Laothamatas dans *Business Associations and the Political Economy of Thailand : from Bureaucratic Polity to Liberal Corporatism*, Singapour, ISEAS, 1992.

¹⁰⁶ Voir en ce sens Anek Laothamatas, *The Mobile Phone Mob*, Bangkok, Matichon, 1993.

¹⁰⁷ Les promotions correspondent aux classes d'âges à l'académie militaire.

concurrentes (notamment les promotions 5 et 7) aux positionnements idéologiques antinomiques. Les rivalités entre les promotions, les espoirs de rétributions, de récompenses et d'avancements qu'elles suscitent expliquent en grande partie les interventions des militaires thaïlandais en politique. Dans les années 1980, la concurrence entre les factions (généralement regroupées par promotions à l'académie militaire) battait son plein. Cette compétition est l'une des explications de deux tentatives de coups d'Etat, en 1981 et 1985, qui ont échoué du fait de la neutralisation de certaines factions. En 1991, ni le développement économique, ni la démocratisation engagée, ni la réticence d'une partie du Palais¹⁰⁸ n'ont pu empêcher l'armée de faire la démonstration de sa capacité à s'emparer du pouvoir.

– Mai 1992 : soulèvement des classes moyennes pour la démocratie ou mouvement hétéroclite contre la corruption et le parjure ? Malgré son triomphe, la junte militaire comprend vite qu'elle ne peut plus assumer seule l'exercice du pouvoir. Elle recule devant la complexité de la structure économique de la Thaïlande, ouverte massivement, depuis le milieu des années 1980, aux flux d'investissements étrangers. En plaçant au poste de Premier ministre Anand Panyarachun, ancien ambassadeur aux Nations unies, technocrate brillant et homme d'affaires respecté, les militaires montrent qu'ils sont conscients de la nécessité de ménager la société civile. Ce gouvernement non issu des urnes bénéficiera d'un large soutien au sein des couches bourgeoises de Bangkok. Le gouvernement Anand est perçu comme une administration de techniciens dégagés de toute affiliation partisane, peu corrompus et enclins à engager des réformes. En quête de légitimité, la junte consent à des élections législatives en mars 1992.

Pourtant, après le scrutin, au lieu de continuer à superviser les affaires *via* un gouvernement civil élu et docile, le général Suchinda s'attribue la charge de Premier ministre (en avril 1992), brisant sa promesse de ne pas briguer ce poste. Alors que le coup d'Etat de février 1991 avait été perçu comme un bienfait contre la corruption, ce manquement à la parole donnée sera vécu comme une trahison. A partir du 20 avril, le mouvement populaire de contestation ne cesse de grossir pour culminer du 17 au 20 mai avec plus de 300 000 manifestants. Dans la nuit du 19 au 20 mai, les soldats tirent sur une foule de manifestants pacifiques, faisant des dizaines de morts et des centaines de blessés.

Les manifestations monstres de mai 1992, réprimées dans le sang après que, dans la plus grande confusion, des bâtiments officiels et des véhicules eurent été incendiés, demeurent l'un des événements les plus tragiques de l'histoire récente de la Thaïlande. Dix ans après, et en dépit des rapports de deux commissions d'enquête (publiés en 2000), on ne sait toujours pas précisément pourquoi ni comment l'armée en est venue à tirer sur la foule¹⁰⁹. Les principaux acteurs militaires de mai 1992 ont tous été identifiés et

¹⁰⁸ Les membres de la famille royale ne partageaient pas le même point de vue sur l'opportunité d'une intervention. Ces dissensions, entre d'une part le roi et sa fille aînée, d'autre part son fils, le prince héritier, plus proche d'une partie des hiérarques de l'armée de l'air, sont encore d'actualité aujourd'hui, avec toute la prudence que l'on se doit d'observer sur ces questions.

¹⁰⁹ A ce jour, la meilleure synthèse, en anglais, des événements de mai 1992 reste l'ouvrage de William Callahan, *Imagining Democracy : Reading the Events of May in Thailand*, Singapour, ISEAS, 1998. Sur le rôle spécifique de Chamlong, voir Duncan Mc Cargo, *Chamlong Srimuang and the New Thai Politics*, Londres,

ils sont régulièrement fustigés par la presse. Mais l'amnistie générale votée immédiatement après la répression les protège de toute poursuite. Les associations de victimes n'en continuent pas moins de contester le bilan officiel de quatre-vingt-cinq tués et cherchent à déterminer les commanditaires du massacre.

Est-ce l'opinion publique, incarnée par les classes moyennes dont parle la presse occidentale à l'époque, qui triomphe en mai 1992 ? Le mouvement démocratique de mai 1992 ne représente pourtant pas nécessairement les idéaux démocratiques d'une classe moyenne urbaine structurée, homogène, opposée aux pouvoirs des militaires¹¹⁰. Selon la théorie des auteurs modernistes, pour lesquels il existe une corrélation entre la croissance économique et le niveau de libéralisation politique¹¹¹, le développement économique produit une classe moyenne urbaine acquise à la démocratisation politique¹¹².

Un examen minutieux de la structure de la classe moyenne en Thaïlande au début des années 1990 montre que la théorie des modernistes est loin de trouver un cas pratique dans ce pays¹¹³. La classe moyenne thaïlandaise n'a pas de « préférence politique cohérente »¹¹⁴. Elle est surtout particulièrement difficile à définir. Plusieurs auteurs voient émerger, sans la circonscrire, une classe moyenne urbaine au milieu des années 1980, au commencement du « miracle » économique¹¹⁵. Sans nier cette réalité, on peut douter qu'elle ait été le moteur des événements de mai 1992, et ce en dépit du cliché facile, véhiculé par les médias internationaux à l'époque, d'une bourgeoisie d'affaires équipée de téléphones portables, roulant au volant de berlines allemandes et menant un soulèvement prodémocratique.

Un sondage réalisé lors des manifestations semble cependant apporter du crédit aux modernistes. Le 17 mai 1992, le premier jour du mouvement, 52 % des personnes interrogées ont déclaré être titulaires d'une licence et 15 % d'un diplôme supérieur¹¹⁶. Les personnes classées comme « ouvriers », « travailleurs » ou « habitants de

Hurst, 1997.

¹¹⁰ Voir William Callahan, *op. cit.*, p. 5, et, sur la période 1973-1976, David Wyatt, *op. cit.*, pp. 290 et suiv., ainsi que Duncan Mc Cargo, *Chamlong Srimuang and the New Thai Politics*, *op. cit.*

¹¹¹ On retrouve la fameuse formule de Barrington Moore, « *No bourgeoisie, no democracy* » : Barrington Moore, *Les Origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, La Découverte-Maspero, 1983.

¹¹² Voir en particulier Seymour Martin Lipset, *Political Man : the Social Bases of the Politics*, New York, Anchor Books, 1960, et Samuel Huntington, *The Third Wave, Democratization in the Late 20th Century*, University of Oklahoma Press, Norman, 1991.

¹¹³ Voir Neil Englehart, *op. cit.*

¹¹⁴ *Ibid*, p. 253.

¹¹⁵ Pasuk Phongpaichit et Chris Baker, *Thailand : Economy and Politics*, *op. cit.*

¹¹⁶ Sondage mené par la Social Science Association of Thailand et cité par Neil Englehart, *op. cit.*, p. 262.

bidonvilles » représenteraient 10 % des manifestants. Selon cette même enquête, 46 % des manifestants gagneraient entre 10 000 et 50 000 bahts par mois (390 et 1 950 dollars de l'époque), alors que le salaire médian à Bangkok tourne autour de 10 000 bahts. Outre le fait que cette enquête ait été conduite au premier jour du mouvement de masse, avant que la situation ne s'emballe et ne dégénère, aucun détail n'est fourni sur la méthodologie ni l'échantillon du sondage. Selon plusieurs universitaires, les manifestations auraient été beaucoup plus hétéroclites, et ses rangs grossies de badauds et de curieux¹¹⁷.

Neil Englehart remet en cause le postulat d'une classe moyenne thaïlandaise intrinsèquement prodémocratique. Selon lui, le mouvement de mai 1992 a plus à voir avec la lutte contre la corruption et le mensonge qu'avec la défense d'un système démocratique mis en péril par les militaires¹¹⁸. La contestation s'est concentrée sur la personne du général Suchinda, considéré comme un parjure politique. D'ailleurs, selon les recherches de deux politologues au lendemain des événements de 1991-1992, les classes moyennes urbaines retireraient moins de satisfaction d'un processus de démocratisation que les catégories socio-économiques rurales ou prolétariennes¹¹⁹. Et le développement d'une classe moyenne ne signifie pas forcément que celle-ci constitue une entité homogène, consciente de son identité et de ses intérêts¹²⁰. Si tel était le cas d'ailleurs, elle pourrait être tout autant tentée par « le conservatisme traditionnel de la politique thaïlandaise », soucieuse de préserver ses privilèges économiques et sociaux, que par une certaine forme de libéralisation à l'occidentale¹²¹ ; une manière d'expliquer le soutien de la bourgeoisie de Bangkok à la fois à l'intermède démocratique de 1973-1976 et à la brutale reprise en main par les militaires en 1977. En dépit d'un changement générationnel et d'une modification profonde de l'origine sociale, rien n'indique au début des années 1990 que la bourgeoisie d'affaires soit prête à adopter un comportement différent de celui de l'élite de la bureaucratie militaro-civile qu'elle aspire à remplacer¹²².

¹¹⁷ Voir en ce sens David Murray, *Angels and Devils : Thai Politics from February 1991 to September 1992 - A Struggle for Democracy ?*, Bangkok, White Lotus Press, 1996. Par ailleurs, Giles Ungpakorn, politologue thaïlandais marxiste, estime que la bourgeoisie et la classe moyenne de Bangkok ne furent en rien les moteurs des événements de mai 1992, initiés plutôt par un mouvement hétéroclite de paysans et d'ouvriers. Voir, en particulier, Giles Ungpakorn, *The Struggle for Democracy and Justice in Thailand*, Bangkok, Arom Pongpangan Foundation, 1997.

¹¹⁸ Neil Englehart, *op. cit.*, p. 261.

¹¹⁹ Robert Albritton et Thawilwadi Burikul, « Developing democracy under a new Constitution in Thailand : a pluralist solution », papier présenté lors de la Conférence annuelle de la Midwest Political Science Association, Chicago, 22 avril 2001.

¹²⁰ David Wyatt, *op. cit.*, p. 296.

¹²¹ *Ibid.*

¹²² Paul Handley, « More of the same. Politics and business, 1987-1996 », in K. Hewison (ed), *op. cit.*, p. 94.

La fascination des observateurs pour le boom économique et l'accumulation de richesses aux mains du capitalisme privé masquerait en fait la continuation d'un conservatisme caractéristique du système politique thaïlandais¹²³.

Reste que mai 1992 constitue un tournant fondamental dans l'histoire thaïlandaise. Même si la démocratisation du pays n'est pas directement liée à l'essor d'une classe bourgeoise et au développement économique, l'après-mai 1992 marque le repli, ou le reflux, des militaires dans leurs casernes. A partir de cette date, ils semblent accepter l'idée qu'ils ne devront plus jamais être des acteurs directs du jeu politique. Le retrait du général Suchinda fut d'ailleurs tout un symbole. Dans une scène télévisée spectaculaire qui a fait le tour du monde, les deux protagonistes de la crise, le général Suchinda et son opposant, l'ancien maire de Bangkok Chamlong Srimuang, devaient ramper à genoux devant le roi¹²⁴, promettant de mettre un terme à leur conflit. L'intervention dans l'arène politique du souverain fut spectaculaire : elle mit immédiatement fin à la crise. Les événements de mai 1992 ont montré que la société civile était capable de se dresser en masse contre un pouvoir jugé autocrate et illégitime et ouvert la voie à une véritable démocratisation du royaume consacrée par la charte fondamentale du 11 octobre 1997. Les manifestations ont aussi envoyé un avertissement clair à tous les dirigeants du royaume, et donc à Thaksin, qu'ils ne peuvent pas gouverner à leur guise.

Aujourd'hui, un milieu associatif dynamique mais inhibé par une « barrière psychologique »

La démocratie thaïlandaise ne saurait se résumer à de simples consultations électorales. Elle n'a de sens que s'il existe une véritable participation politique¹²⁵. On l'a vu, le milieu associatif est historiquement bien implanté en Thaïlande, surtout dans les campagnes. Depuis 1992, les quelque 20 000 associations répertoriées se sont révélées un facteur fondamental du processus de consolidation de la démocratisation, souvent sur des problématiques paraissant mineures à l'échelon national, mais révélatrices d'un véritable engagement politique à l'échelon local¹²⁶. La catastrophe du tsunami du 26 décembre 2004 a également prouvé l'efficacité du maillage associatif, tant pour les premiers secours que pour des actions d'aide et de réhabilitation dans des communautés villageoises. A Bangkok, des syndicats sont parvenus au 1^{er} trimestre 2004 à faire reculer le gouvernement sur son projet de privatisation de la compagnie publique d'électricité (EGAT) en mobilisant des manifestations de quelque 50 000 personnes.

Le milieu associatif thaïlandais reste cependant très éclaté, composé de petites structures sans liens entre elles. Les associations se concentrent le plus souvent sur des

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ La gèneuflexion devant le roi n'est plus une obligation du protocole royal depuis plusieurs années.

¹²⁵ Somchai Phathatathananunt, « Civil society and democratization in Thailand : a critique of elite democracy », in Duncan Mc Gargo (ed.), *Reforming Thai Politics*, *op. cit.*, p. 125.

¹²⁶ Naruemon Thabchumpon, « NGOs and grassroots participation in the political reform, process », in Duncan Mc Gargo (ed.), *ibid.*, p. 183.

problématiques locales, sans grande ouverture à l'international. Elles sont incapables de s'entendre sur une plate-forme commune de revendications même si, depuis le désenchantement de l'ère Thaksin, des activistes rêvent de synthétiser les mouvements sociaux dans un parti politique¹²⁷. Plus important, en Thaïlande, « la barrière psychologique est très forte pour prendre son destin en main. Il est très difficile de redresser la tête et dire 'je ne suis pas d'accord' après l'avoir baissée pendant des années »¹²⁸.

- **Des élites qui ne croient pas à l'idée de démocratie**

S'interrogeant sur la solidité de la démocratisation en Thaïlande, le chercheur William Case la décrypte d'abord comme un processus historique de concurrence entre quatre élites regroupées par paires¹²⁹. Il résume soixante-dix ans d'histoire de cette monarchie constitutionnelle à un transfert du pouvoir politique et économique d'une élite bureaucratique civile et militaire à une alliance d'hommes d'affaires et de professionnels de la politique. Après une succession de régimes militaires autoritaires ne se perpétuant que par des coups d'Etat entre 1932 et les années 1970, s'ouvre une courte mais féconde période démocratique suivie, dans les années 1980, d'une phase qualifiée de « semi-démocratique » où les militaires, quoique encore prépondérants, se voient progressivement contestés par un régime parlementaire de plus en plus dynamique. Enfin, après un ultime coup d'Etat militaire en 1991, hommes d'affaires et politiciens professionnels, avec l'aide du roi, parviennent à supplanter bureaucrates civils et militaires.

Le royaume a donc vu s'amorcer dans les années 1970 – et s'accélérer depuis une décennie – un processus complexe de démocratisation. Après la répression militaire du mouvement démocratique de mai 1992, la crise financière de l'été 1997 et la nouvelle Constitution en octobre 1997 ont semblé définitivement encadrer les forces armées dans une relation de soumission à l'autorité institutionnelle des civils. La charte constitutionnelle et les années 1990 sont apparues comme le lieu et le moment pour les élites de s'entendre pour se partager l'Etat dans un cadre démocratique.

Ce compromis, cette « transition vers la transaction » avaient été engagés par les généraux thaïlandais dans les années 1970, entrouvrant le champ politique sous la pression des mouvements étudiants et de la montée en puissance des milieux d'affaires¹³⁰. On peut rapprocher cette analyse des travaux de Rustow sur la « transition

¹²⁷ Entretien de l'auteur avec Giles Ungpakorn, 2 juillet 2004, et avec la présidente d'une ONG thaïlandaise, 5 juillet 2004.

¹²⁸ Entretien de l'auteur avec Mark Tamthai, 3 juillet 2004.

¹²⁹ Voir William Case, *op. cit.*

¹³⁰ Surachart Bamrungsuk, « The military-initiated transition in Thailand : causes, conditions and costs », discours à la Faculté des sciences politiques de l'université Chulalongkorn, 29 juillet 1991, cité par Duncan Mc Cargo, « Security, development and political participation in Thailand : alternative currencies of

vers la démocratie »¹³¹ : un régime se démocratise lorsque les élites en compétition n'ont pas d'autre choix pour régler leurs conflits. La démocratie cesse d'être un idéal à atteindre, une idée formelle, pour devenir le cadre de référence des acteurs du champ politique.

La question, aujourd'hui, est de savoir si ces élites sont disposées à préserver un régime parlementaire où pourrait s'exprimer pleinement la participation politique. William Case ne croit pas à un compromis durable et solide entre les élites au sujet du système démocratique. On peut effectivement douter avec lui de leur sincérité vis-à-vis d'un régime auquel elles ne souscrivent que du bout des lèvres. Case relève ainsi la « désunion » des élites thaïlandaises, l'absence de hiérarchie qui prévaut entre elles, leur incapacité, en soixante-dix ans, à se doter d'un dirigeant charismatique ou d'un homme d'Etat et, finalement, leur « engagement à moitié loyal » en faveur d'un système populaire représentatif. Tout cela ne contribue pas à « consolider » le régime démocratique du royaume¹³². Professeur de philosophie politique à l'université Chulalongkorn, Mark Tamthai partage l'analyse de Case :

« Les élites thaïlandaises ne croient pas à l'idée de démocratie. Elles sont très mal à l'aise avec l'idée de droits individuels et ne croient pas que les gens soient égaux. L'idée de droits est terrifiante pour elles car contraire à sept cents ans de traditions venues du bouddhisme et du brahmanisme mais aussi de l'institutionnalisation du pouvoir politique. Mais si vous considérez la démocratie uniquement sous l'angle des élections, pas de problème, ce n'est qu'une procédure qui s'adapte à n'importe quelle structure sociale »¹³³.

Pour autant, personne ne parie sérieusement sur un brutal retour en arrière. « La tendance générale est à la poursuite des réformes politiques engagées depuis 1992. Les dictatures militaires du passé ne sont plus à la mode [...]. Les élites, le *big business* et les partis politiques sont maintenant convaincus que la démocratie électorale est le meilleur des systèmes pour préserver leurs intérêts », estime le politologue Giles Ungpakorn¹³⁴.

• **La remise en cause de la soumission des militaires aux civils ou le cercle vicieux des coups d'Etat**

Le manque de « consolidation » de la démocratie thaïlandaise peut-elle avoir des

legitimacy », *Contemporary Southeast Asia*, 24 (1), avril 2002, pp. 59-60.

¹³¹ Dankwart Rustow, « Transitions to democracy. Towards a dynamic model », *Comparative Politics*, 2 (3), avril 1970.

¹³² William Case, *op. cit.*, pp. 150 et suiv.

¹³³ Entretien avec l'auteur, 3 juillet 2004.

¹³⁴ Entretien avec l'auteur, 2 juillet 2004.

conséquences sur le principe de soumission des militaires à l'autorité des civils ? En France, Samy Cohen a montré que cette question de l'irréversibilité du principe de suprématie de l'autorité civile pouvait également être posée¹³⁵. Le cas des Philippines est à cet égard plein d'enseignements. Les observateurs ont d'ailleurs coutume d'associer les deux pays dans un même sous-ensemble des démocraties d'Asie du Sud-Est. Au contraire de la Thaïlande, les Philippines auraient pu hériter du colonisateur américain une tradition de professionnalisme et d'apolitisme de l'armée. Elles ont pourtant connu en janvier 2001 un véritable séisme politique, dont l'armée a été l'épicentre. Le renversement du président Joseph Estrada par un mouvement urbain emmené par les milieux d'affaires, avec le soutien de l'influente Eglise catholique, a été largement appuyé par les militaires. Soutien de la présidente Gloria Arroyo et architecte de ce coup d'Etat constitutionnel, une partie de l'armée s'est affirmée comme un pivot du régime. Certains généraux ont endossé un rôle politique de premier plan, alors même que les Philippines possèdent une classe moyenne urbaine structurée, des milieux d'affaires puissants, une intelligentsia reconnue et une certaine tradition démocratique. En 2001, l'armée a joué un rôle politique dans le renversement d'un président populaire, populiste et corrompu, que l'élite foncière n'avait jamais vraiment accepté.

Interrogés sur l'éventualité d'un énième coup d'Etat en Thaïlande, des officiers assurent que ce mode d'intervention appartient dorénavant au passé. Mai 1992 a laissé des traces indélébiles, et l'armée a beaucoup trop perdu de sa puissance politique et économique pour oser se lancer dans une telle aventure. De plus, le roi a manifesté plusieurs fois sa réprobation envers ce type d'action. Plus prudent, un ancien vice-Premier ministre avait ainsi jugé qu'« une intervention [collective] est actuellement infaisable mais que le processus de dépolitisation de l'armée n'est pas irréversible, car on ne sait jamais ce qui peut arriver dans ce pays »¹³⁶. D'autant que, « d'une certaine manière, ce mode d'alternance politique n'est pas totalement étranger à la mentalité thaïlandaise », relève un haut fonctionnaire¹³⁷. Le coup d'Etat est un familier du système politique thaïlandais : les élites au pouvoir y ont eu recours à dix-sept reprises depuis 1932.

¹³⁵ Samy Cohen, *La Défaite des généraux : le pouvoir politique et l'armée sous la 5e République*, Fayard, Paris, 1994, p. 264. Tout en minimisant le pouvoir d'influence du « complexe militaro-industriel » sur les institutions civiles, Samy Cohen estime cependant qu'une intervention de l'armée française dans la politique « ne peut pas être totalement écartée même si elle n'est pas d'actualité ». L'auteur se réfère aux « regrets et amertumes » des militaires depuis la guerre d'Algérie et au sentiment de l'armée d'avoir été « dupée » par le pouvoir politique de l'époque.

¹³⁶ Entretien de l'auteur avec Supachai Panitchpakdi, vice-Premier ministre entre 1997 et 2001 puis directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), 16 avril 2001.

¹³⁷ Entretien avec un haut fonctionnaire thaïlandais, 20 juin 2003.

CONCLUSION

« L'ampleur de la victoire [de Thaksin] indique que nous sommes encore dans une démocratie non consolidée », estime l'universitaire Panitan Wattanayagorn¹³⁸. De fait, on l'a vu, Thaksin Shinawatra apparaît comme la synthèse entre l'autoritarisme militaire et policier des années 1970 et la libéralisation économique et politique des années 1980-1990. Sa formation, son éducation, sa culture s'enracinent profondément dans la dictature militaire et policière, comme le montrent sa « gestion » de la contestation politique et sociale ou encore la violence de sa réaction face au trafic de drogue. En même temps, Thaksin est le produit d'une nouvelle classe d'hommes d'affaires née du miracle économique thaïlandais. Une nouvelle élite entrée en politique à la faveur de la démocratisation de l'après-mai 1992, profitant à plein des nouvelles règles du jeu constitutionnel et professionnalisant le métier d'homme politique.

Que fera Thaksin de ce double héritage ? A l'heure de la rédaction de cette étude, il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de sa deuxième victoire électorale. Probablement grisé par son triomphe, Thaksin a assuré plusieurs fois qu'il quitterait le pouvoir au bout de deux mandats, soit en 2009, avant de se raviser et de tableer sur vingt années à la tête de l'exécutif. Peut-être s'inspire-t-il ainsi des grands leaders régionaux que furent le Dr Mahathir Mohamad, Premier ministre malaisien pendant plus de deux décennies, et son homologue singapourien Lee Kuan Yew ? Les contextes historiques, politiques et sociaux des trois pays sont bien trop différents pour tenter des comparaisons. Des partisans du comparatisme rapprochent plutôt la Thaïlande de Thaksin de l'Argentine. Certains économistes et politologues thaïlandais croient en effet déceler d'inquiétantes similitudes entre leur royaume et ce pays, frappé fin 2001 par une très grave crise économique. Pour les plus pessimistes, la Thaïlande de l'après-Thaksin ressemblera à cet Etat d'Amérique latine « avec une situation démocratique bloquée et des caisses vides »¹³⁹. Le leader de l'opposition, Abhisit Vejjajiva, craignait tout récemment que la Thaïlande n'entre dans un cycle où des gouvernements sans soutien populaire succèderaient à des « dirigeants populistes pour tout nettoyer, un peu comme en Amérique latine »¹⁴⁰.

Plus inquiétant, le Sud musulman constitue une véritable épine pour Thaksin¹⁴¹. Alors que la rébellion musulmane des années 1980 avait plus ou moins cédé le pas au banditisme dans les quatre provinces méridionales frontalières de la Malaisie, elle

¹³⁸ « La victoire éclatante du TRT cimente l'emprise de Thaksin sur le pouvoir », *Agence France-Presse*, 6 février 2005.

¹³⁹ Entretien avec un analyste occidental, 29 juin 2004.

¹⁴⁰ Citation fournie par Arnaud Dubus, correspondant du journal *Libération* à Bangkok.

¹⁴¹ Voir le travail très complet d'Arnaud Dubus, « L'incident du 28 avril 2004 dans le sud musulman de la Thaïlande », *Les Cahiers de l'Orient*, 20 mai 2004.

semble s'être réveillée en 2004, alimentée par une politique brutale de répression policière venue « concurrencer » la politique traditionnelle de maintien de l'ordre des militaires dans cette région. A ce jour, plus de 650 personnes ont été tuées depuis le début de l'année 2004 dans des assassinats ciblés contre des policiers, bonzes, professeurs, au cours d'attentats à la bombe ou encore après de sanglantes répressions¹⁴². Le gouvernement de Thaksin, bien que secoué par l'une des pages les plus tragiques de l'histoire récente de la Thaïlande, n'a jamais exprimé la moindre excuse à l'égard des victimes. Il a néanmoins accepté la mise en place d'une commission nationale de réconciliation dirigée par l'ancien Premier ministre Anand Panyarachun, qui devait rendre ses conclusions fin avril 2005. La violence des méthodes de répression évoque celle déjà manifestée en 2003 dans la lutte anti-drogue et renvoie aussi, on l'a dit, aux méthodes traditionnelles employées par les forces de sécurité thaïlandaises dans les années 1970 contre la guérilla communiste par exemple. Le gouvernement thaïlandais rappelle ainsi aux contestataires potentiels qu'il est bien le détenteur du monopole de la violence physique légitime.

Thaksin n'est pas seul pour gouverner à sa guise. Complexe, structurée, la société civile thaïlandaise a fait plusieurs fois la démonstration de sa capacité de mobilisation. Et la volonté du Premier ministre de passer un nouveau « contrat social », de bâtir une « entreprise Thaïlande » composée de consommateurs actionnaires et non plus de citoyens ne peut pas faire que des heureux. Outre des intellectuels, universitaires, bourgeois de Bangkok déjà déçus, des militaires, des hauts fonctionnaires, des entrepreneurs peuvent se sentir floués par la nouvelle distribution des cartes. Thaksin a perdu beaucoup de ses soutiens chez les éleveurs de poulets, l'un des premiers postes d'exportation du pays, après sa gestion cafouilleuse de la grippe aviaire. La contestation contre la privatisation de la compagnie d'électricité (EGAT), que le gouvernement n'avait pas anticipée, constitue peut-être également une forme d'avertissement. Pour ébranler le TRT, il faudra encore régénérer une opposition politique, laminée par les élections de 2005. Cette renaissance passe par le Parti démocrate, le plus vieux parti thaïlandais, qui dispose de cadres quadragénaires, véritables permanents de la politique. La Thaïlande mettrait ainsi fin à des décennies de fragmentation de son paysage politique pour tendre vers un système bipartite.

¹⁴² Le 28 avril 2004, 108 rebelles musulmans ont été tués par les forces de sécurité thaïlandaises après des assauts coordonnés contre des postes de police. Une trentaine de jeunes rebelles avaient été abattus dans une mosquée après des heures de siège. Le 24 octobre 2004, la dispersion d'une manifestation de musulmans tourne mal dans le Sud et 87 personnes meurent étouffées dans des camions militaires.

Chronologie succincte de l'histoire contemporaine de la Thaïlande

24 juin 1932 Un coup d'Etat militaro-civil renverse la monarchie absolue et met en place une monarchie constitutionnelle.

Décembre 1938 Un officier supérieur, Phibun Songkhram, devient Premier ministre et veut transformer la Thaïlande en un régime militariste selon les modèles fascistes européen et japonais.

Décembre 1941 Invasion japonaise et alliance militaire.

Mars 1946 Pridi Bhanomyong est nommé Premier ministre.

9 juin 1946 Mort mystérieuse du roi Rama VIII. Son frère, le monarque actuel Bhumibol Adulyadej, monte sur le trône.

8 novembre 1947 Coup d'Etat militaire de Phin Choonhavan et de Phao Sriyanond.

1948-1957 Retour de Phibun au pouvoir et succession de tentatives de coups d'Etat militaires.

Janvier 1950 Début de l'aide militaire américaine à la Thaïlande.

14 septembre 1957 Sarit Thanarat prend le pouvoir et renverse le régime de Phibun et de Phao.

1965-1972 La Thaïlande sert de base arrière pour les troupes américaines engagées au Vietnam.

Novembre 1971 Suspension de la Constitution et dissolution du Parlement.

14 octobre 1973 Quelque 400 000 personnes emmenées par un mouvement étudiant renversent le régime militaire de Thanom Kittikachorn, ouvrant une courte période démocratique.

6 octobre 1976 Répression du mouvement étudiant et retour de la dictature militaire. Des centaines d'étudiants fuient dans la jungle grossir les rangs du Parti communiste thaïlandais (PCT).

Mars 1980 Retour d'un régime semi-démocratique. Le général Prem Tinsulanond, Premier ministre, est victime de plusieurs tentatives de coups d'Etat militaires en 1981 et 1985.

1985 Début du « miracle » économique.

Juillet 1988 Elections législatives. Chatichai Chounhavan devient Premier ministre.

23 février 1991 Coup d'Etat militaire. Installation d'une junte militaro-civile avec à sa tête le commandant en chef de l'armée Suchinda Kraprayoun.

Mai 1992 Répression des manifestations démocratiques contre le retour des militaires au pouvoir.

Septembre 1992 Rétablissement des institutions démocratiques.

2 juillet 1997 La dévaluation du baht déclenche une crise financière régionale.

11 octobre 1997 Promulgation de la nouvelle Constitution démocratique.

Novembre 1997 Retour au pouvoir du démocrate Chuan Leekpai.

1^{er} octobre 1998 Accession du général Surayud Chulanond au poste de commandant en chef de l'armée.

6 janvier 2001 Victoire électorale triomphale du magnat des télécommunications Thaksin Shinawatra.

1^{er} octobre 2002 Le général Surayud Chulanond doit quitter le poste de commandant en chef de l'armée de terre pour celui, honorifique, de commandant suprême des trois armes.

1^{er} février au 1^{er} avril 2003 Le gouvernement Thaksin déclare la guerre anti-drogue.

Juillet 2003 La Thaïlande a remboursé le prêt du FMI avec deux années d'avance.

28 avril 2004 Des dizaines de jeunes musulmans sont tués par les forces de sécurité dans une mosquée du sud de la Thaïlande.

24 octobre 2004 La dispersion d'une manifestation de musulmans dans le Sud tourne mal : 87 personnes meurent étouffées dans des camions militaires.

6 février 2005 Thaksin est réélu triomphalement. Le TRT emporte 377 sièges sur 500.